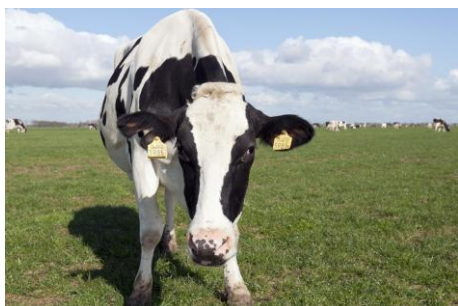




Santé publique
Sécurité de la Chaîne alimentaire
Environnement

Recherche contractuelle

en matière de sécurité des aliments et
de politique sanitaire des animaux et
végétaux



Appel pour l'introduction de
nouvelles propositions de projets
RT, RF & RI



Exercice 2026_2



Date limite d'envoi des
propositions de projet :
1 avril 2026 à 15h précise

TABLE DES MATIÈRES

1	INTRODUCTION	3
1.1	Contexte général	3
1.2	Introduction des propositions de projets via CRAFT	3
1.3	Appel national	4
1.3.1	Appel thématique (projets RT)	4
1.3.2	Appel libre (projets RF)	4
1.3.3	Composition du consortium	4
1.3.4	Calendrier de l'appel national	5
1.4	Appel transnational (projets RI) - santé des végétaux	5
1.4.1	Introduction	5
1.4.2	Procédure	6
1.4.3	Calendrier de l'appel transnational	6
1.5	Utilisation des données de l'enquête de consommation alimentaire	7
2	APPEL THÉMATIQUE (PROJETS RT)	8
2.1	PHASE 1 : DÉCLARATION D'INTENTION RT	8
2.1.1	Élaboration des déclarations d'intention RT	8
2.1.2	Introduction des déclarations d'intention RT	8
2.1.3	Évaluation des déclarations d'intention RT	8
2.2	PHASE 2 : PROPOSITION DE PROJET RT DÉTAILLÉE	9
2.2.1	Élaboration des propositions de projet RT détaillées	10
2.2.2	Introduction des propositions de projet RT détaillées	10
2.2.3	Évaluation des propositions de projet RT détaillées	10
3	APPEL LIBRE (PROJETS RF)	11
3.1	PHASE 1 : DÉCLARATION D'INTENTION RF	11
3.1.1	Élaboration des déclarations d'intention RF	11
3.1.2	Introduction des déclarations d'intention RF	11
3.1.3	Évaluation des déclarations d'intention RF	12
3.2	PHASE 2 : PROPOSITION DE PROJET RF DÉTAILLÉE	18
3.2.1	Élaboration des propositions de projet RF détaillées	19
3.2.2	Introduction des propositions de projet RF détaillées	19
3.2.3	Évaluation des propositions de projet RF détaillées	19
4	APPEL TRANSNATIONAL (PROJETS RI) - santé des végétaux	20
4.1	PHASE 1 : DÉCLARATION D'INTENTION RI	20
4.1.1	Élaboration des déclarations d'intention RI	20
4.1.2	Introduction des déclarations d'intention RI	21
4.1.3	Évaluation des déclarations d'intention RI	21

4.2	PHASE 2 : PROPOSITION DE PROJET RI DÉTAILLÉE	21
4.2.1	Elaboration des propositions de projet RI détaillées	21
4.2.2	Introduction des propositions de projet RI	22
4.2.3	Évaluation des propositions de projet RI détaillées	22
5	INFORMATIONS BUDGÉTAIRES	23
5.1	Généralités	23
5.2	Montant subsidié	23
5.3	Frais de personnel	24
5.3.1	Frais de personnel subsidiés	24
5.3.2	Frais de personnel non subsidiés	25
5.4	Frais de fonctionnement	25
5.4.1	Frais de fonctionnement courants	25
5.4.2	Frais de fonctionnement spécifiques	26
5.5	Frais généraux	27
6	VALORISATION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE	27
7	INSTRUCTIONS SUR LA NOTIFICATION OBLIGATOIRE	28
7.1	Contexte	28
7.2	Actions pendant l'élaboration de la proposition de projet	28
7.3	Actions pendant l'exécution de la recherche	28
8	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	29
8.1	Bases juridiques et finalités des traitements	29
8.2	Données traitées	29
8.3	Durée de conservation	30
8.4	Sécurité	30
8.5	Droit d'accès, de rectification, d'opposition et d'effacement	30
8.6	Réclamations	31
9	DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS	31
10	INFORMATION DE CONTACT	32
	ANNEXES	33
	Annex 1: Research topics	34
	Annex 2: Application form RT pre-proposal (step 1)	75
	Annex 3: Application form RT full proposal (step 2)	78
	Annex 4: Application form RF pre-proposal (step 1)	84
	Annex 5: Application form RF full proposal (step 2)	87
	Annex 6: Application form RI pre-proposal (step 1)	93
	Annex 7: Application form RI full proposal (step 2)	95
	Annex 8: Template budgetary tables	101

1 INTRODUCTION

1.1 Contexte général

Le service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (SPF Santé publique) accorde des subsides à la recherche scientifique en vue de soutenir la politique en matière de la sécurité des aliments et de la santé des animaux et végétaux. Toutes les institutions de recherche belges peuvent s'inscrire à cet appel. La collaboration entre les institutions de recherche est possible par la création d'un consortium dirigé par un coordinateur.

L'organisation de l'appel et la gestion de la procédure de sélection sont entre les mains de la cellule Recherche contractuelle.

Les subsides peuvent être octroyés à des projets de recherche thématiques (Targeted Research, RT), libres (Free Research, RF) et transnationaux (International Research, RI).

1.2 Introduction des propositions de projets via CRAFT

À partir de cet appel, la soumission des propositions de projets se fera via une plateforme numérique, appelée **CRAFT** (Contractual Research Application & Follow-up Tool). CRAFT est un outil qui permet d'enregistrer les propositions de projets de manière centralisée et de suivre, de façon structurée, toutes les étapes d'un projet. Le lien vers la nouvelle plateforme CRAFT, ainsi que des informations complémentaires, sont disponibles sur la [page d'outils sur le site du SPF Santé publique](#).

Comme lors des précédents appels, la cellule Recherche contractuelle organise un webinaire présentant le calendrier de l'appel et la procédure de sélection pour ces nouvelles propositions de projets. Ce webinaire aura lieu **le mercredi 18 février 2026, de 13h30 à 15h**. Étant donné que la transition vers une plateforme numérique peut nécessiter une certaine adaptation, un deuxième webinaire, spécifiquement consacré aux fonctionnalités et à l'utilisation de CRAFT, sera organisé le même jour, **le mercredi 18 février 2026, de 15h à 16h**. Aucune inscription n'est requise pour participer aux webinaires ; une invitation peut être obtenue en envoyant un courriel à contractual.research@health.fgov.be.

Les questions techniques concernant la plateforme CRAFT peuvent être envoyées par courriel à contractual.research.craft@health.fgov.be. Les questions relatives au contenu d'une proposition de projet peuvent être adressées à contractual.research@health.fgov.be. En outre, les webinaires seront enregistrés et les enregistrements, ainsi qu'un guide de démarrage rapide (Quick Start Guide, QSG) et une foire aux questions (Frequently Asked Questions, FAQ), seront mis en ligne sur la [page d'outils sur le site du SPF Santé publique](#).

Toutes les propositions de projets doivent désormais être soumises via la plateforme CRAFT. À partir de cet appel, il ne sera donc plus possible de soumettre des propositions de projets par courrier électronique. Les modèles¹ à utiliser sont mis à disposition sur la plateforme CRAFT. Il est important de ne pas utiliser les modèles des appels précédents.

¹ Les modèles sont actuellement uniquement disponibles en anglais. Si nécessaire, les modèles pour les propositions RT et RF peuvent également être demandés en néerlandais ou en français.

Lors des appels précédents, il a été constaté que de nombreuses propositions de projets étaient soumises peu avant la date limite. Étant donné que l'on travaille désormais avec une plateforme numérique, il existe un risque de ralentissement ou d'indisponibilité temporaire de CRAFT en cas de forte sollicitation à l'approche de l'échéance. Il est donc fortement recommandé de soumettre la proposition de projet en temps utile.

1.3 Appel national

1.3.1 Appel thématique (projets RT)

L'appel à projets thématiques concerne l'appel à l'introduction de propositions de projet basées sur des thèmes de recherche ciblés qui ont été définis par le ministre compétent.

L'évaluation et la sélection des propositions de projets se font en deux phases. Dans la **première phase**, une déclaration d'intention RT (RT pre-proposal) est soumise. La pertinence par rapport au thème, l'applicabilité des résultats de recherche par les Autorités et la qualité scientifique des déclarations d'intention sont évaluées.

Pour les propositions retenues, une proposition de projet entièrement développée et détaillée (RT full proposal) est demandée dans la **deuxième phase**. Celle-ci sera ensuite évaluée en ce qui concerne la pertinence et la qualité scientifique de la proposition.

1.3.2 Appel libre (projets RF)

Dans le cadre de l'appel libre, des propositions de recherche en vue de soutenir la politique en matière de sécurité des aliments et de la santé des animaux et végétaux peuvent être soumises. Le thème est déterminé par le consortium.

Dans une **première phase**, les propositions de recherche sont soumises sous la forme d'une déclaration d'intention RF (RF pre-proposal). Sur cette base, une présélection est effectuée qui s'appuie sur la pertinence de la politique de la sécurité des aliments et de la santé des animaux et végétaux ainsi que sur la qualité scientifique.

Pour les propositions retenues à l'issue de cette présélection, il est demandé, dans une **deuxième phase**, de soumettre une proposition de projet entièrement développée et détaillée (RF full proposal) qui sera ensuite évaluée de manière plus approfondie quant à sa qualité scientifique.

1.3.3 Composition du consortium

Les propositions de projet peuvent être soumises par une ou plusieurs institutions. Seules les institutions de recherche belges peuvent faire partie du consortium. La composition du consortium doit être limitée aux personnes jouant un rôle clé dans la supervision ou la gestion des tâches attribuées aux groupes de recherche concernés. Une personne assume le rôle de coordinateur de l'ensemble du projet.

L'expertise étrangère ne peut être mobilisée que par le biais de la sous-traitance, conformément aux conditions énoncées au point 5. Informations budgétaires.

1.3.4 Calendrier de l'appel national

Phase 1 Déclaration d'intention	Lancement de l'appel	17 février 2026
	Webinaire appel à projets	18 février 2026, 13h30-15h
	Webinaire plateforme numérique	18 février 2026, 15h-16h
	Date limite d'introduction	1 avril 2026, 15h
	Communication des résultats	début juillet 2026
Phase 2 Proposition de projet détaillée	Invitation à la phase 2	début juillet 2026
	Date limite d'introduction	16 septembre 2026, 15h
	Communication des résultats	au plus tard mi-février 2027
Subventionnement	Date de début du projet	au plus tôt 1er avril 2027

1.4 Appel transnational (projets RI) - santé des végétaux

L'appel à projets transnationaux concerne des thèmes de recherche internationale dans le domaine de la santé des végétaux. Les thèmes sont sélectionnés sur base d'une liste établie par les membres du réseau Euphresco et les partenaires du projet EUPHRESCO III².

1.4.1 Introduction

Euphresco est un réseau international d'organisations actives dans le domaine de la santé des végétaux. Le réseau aujourd'hui est constitué de plus de 75 organisations originaires de plus de 50 pays. Le secrétariat du réseau est établi auprès de l'Organisation Européenne et Méditerranéenne pour la Protection des Plantes (EPPO, Paris). Le réseau vise à favoriser la coordination et la collaboration au niveau du financement de la recherche phytosanitaire.

En s'appuyant sur les bases développées par le réseau Euphresco, le projet EUPHRESCO III vise à renforcer la coordination nationale et régionale de la recherche phytosanitaire et à constituer les bases d'une coordination mondiale de la recherche phytosanitaire. Vous trouverez plus d'informations à propos de ce réseau et du projet EUPHRESCO III sur les sites web respectifs www.euphresco.net et www.phrescoglobal.net.

Chaque année, Euphresco lance un appel pour le financement de projets de recherche transnationale, cette année en collaboration avec les partenaires d'EUPHRESCO III. Ce financement transnational cible essentiellement la recherche appliquée par des projets relativement limités de courte à moyenne durée (de 1 à 3 ans). De cette manière, des réponses rapides et ciblées peuvent être apportées en ce qui concerne les besoins de recherches dans le domaine de la santé des végétaux.

Le mécanisme de financement et le budget alloué au projet sont déterminés par les institutions participantes octroyant des subsides. Trois mécanismes sont utilisés : le mécanisme du « real pot », le mécanisme du « virtual pot » et le mécanisme « non-competitive ».

² Ce projet est financé par le programme HORIZON-WIDERA-2023-01-01 de l'Union européenne dans le cadre de la convention de subvention n° 101130467.

Dans son cadre légal, le SPF Santé publique ne peut participer qu'au mécanisme de type « virtual pot », ce qui signifie qu'il ne peut subventionner que les institutions de recherche belges, et ce via des projets sélectionnés lors d'une procédure compétitive.

Bon nombre de partenaires d'Euphresco et d'EUPHRESCO III pouvant travailler via le mécanisme de type « non-compétitive », et y donnant également la préférence, un mécanisme mixte « virtual pot / non-compétitive » est souvent mis en place. C'est le cas ici : le SPF Santé publique lance un appel de type « **Virtual Pot** » destiné **aux institutions de recherche belges**. Le consortium belge sélectionné adhère ensuite au consortium de recherche transnational « non-compétitive ».

1.4.2 Procédure

Le SPF Santé publique a sélectionné cinq thèmes parmi les 22 priorités de recherche identifiées par les membres du réseau Euphresco et les partenaires du projet EUPHRESCO III.

La sélection des propositions de projet se déroulera en deux phases. Au cours de la **première phase**, un appel est lancé pour l'introduction d'une déclaration d'intention (RI pre-proposal).

Lors de la **deuxième phase**, les promoteurs dont la proposition aura été déclarée recevable seront invités à déposer une proposition de projet détaillée (RI full proposal). Cette proposition de projet devra décrire les tâches spécifiques du consortium belge dans le cadre du projet de recherche transnationale. Cette deuxième phase sera **gérée par le secrétariat Euphresco**. La proposition de projet sera évaluée par un panel d'experts internationaux sur la base de sa pertinence et de sa qualité scientifique.

Cet appel RI est lancé de façon anticipée afin d'aligner autant que possible sa ligne du temps sur le calendrier global d'Euphresco. La liste définitive des thèmes ne sera disponible qu'à la **mi-novembre 2026**. Cette situation entraîne les conséquences suivantes :

- Certains thèmes sélectionnés pourront encore être supprimés à un stade ultérieure, par exemple par manque d'intérêt de la part d'autres partenaires transnationaux.
- Les descriptions des thèmes, qui présentent les idées de recherche transnationale, sont dans certains cas encore développées que de façon limitée. Les descriptions de thèmes détaillées seront disponibles à la **mi-juillet 2026** et ne seront communiquées qu'aux coordinateurs des propositions retenues pour la deuxième phase.

1.4.3 Calendrier de l'appel transnational

Phase 1 Déclaration d'intention	Lancement de l'appel	17 février 2026
	Webinaire appel à projets	18 février 2026, 13h30-15h
	Webinaire plateforme numérique CRAFT	18 février 2026, 15h-16h
	Date limite d'introduction	1 avril 2026, 15h
	Communication des résultats	début juillet 2026
Phase 2 Proposition de projet détaillée	Invitation à la phase 2	mi-juillet 2026
	Date limite d'introduction	16 septembre 2026, 15h
	Communication des résultats	mi-novembre 2026
Subventionnement	Date de début du projet	au plus tôt 1er avril 2027

1.5 Utilisation des données de l'enquête de consommation alimentaire

Pour les propositions de projet nécessitant des données issues de l'Enquête nationale belge de consommation alimentaire (ECA), différents niveaux d'accès existent selon la nature et la profondeur des analyses envisagées :

1. Utilisation de données résumées (agrégées)

Les résultats détaillés de la plus récente Enquête nationale belge de consommation alimentaire 2022 (ECA 2022–2023) sont disponibles au public sur le site de Sciensano ainsi que via le tableau de bord interactif **EatMoveStats**. Consultez les pages suivantes :

- <https://www.sciensano.be/fr/resultats-de-lenquete-nationale-de-consommation-alimentaire-2022-2023>
- Tableau de bord : <https://healthinformation.sciensano.be/shiny/fcs2022/>

Pour l'enquête de consommation alimentaire 2014–2015 (ECA 2014), un rapport détaillé est disponible publiquement via le site web de Sciensano : <https://www.sciensano.be/fr/biblio/enquete-de-consommation-alimentaire-2014-2015-partie-4-consommation-alimentaire>.

2. Accès aux microdonnées anonymisées individuelles (microdata)

Pour les projets subventionnés nécessitant des données individuelles, l'accès aux microdonnées anonymisées peut être demandé via la procédure officielle d'accès aux données. Suivez la procédure suivante pour accéder aux microdonnées ECA2022–2023 :

- Consultez la page du projet de l'enquête nationale de consommation alimentaire <https://www.sciensano.be/fr/projets/enquete-nationale-de-consommation-alimentaire-0> et/ou contactez directement fcs@sciensano.be pour toute information supplémentaire.
- Soumettez une demande formelle via le formulaire : <https://www.hda.belgium.be/fr/data-request-form>
- Après validation, un accord de transfert de données doit être signé entre Sciensano et le demandeur.

Contenu de la micro-base de données

Des informations détaillées sur les variables disponibles figurent dans le catalogue du Health Data Agency : <https://catalog.hda.belgium.be/>.

La micro-base de données anonyme comprend notamment :

- Des données individuelles sur la consommation d'aliments et de compléments alimentaires basées sur un rappel alimentaire de 24 heures ("24h recall") et un questionnaire de fréquence alimentaire (FFQ), liées à des tables de composition des aliments ;
- Des données sociodémographiques et anthropométriques limitées, dont les groupes d'âge, le sexe, la province, le niveau d'instruction, le statut de grossesse/allaitement, la taille, le poids et le tour de taille. Les chercheurs qui utilisent des microdonnées doivent eux-mêmes prévoir les logiciels, l'expertise et le personnel nécessaires pour effectuer les calculs.

3. Demande d'analyse des données par Sciensano

Les demandeurs peuvent contacter fcs@sciensano.be pour toute question ou demande concernant la réalisation de calculs d'apport ou d'estimations d'exposition basés sur les données de consommation alimentaire.

2 APPEL THÉMATIQUE (PROJETS RT)

Les propositions de projet RT sont traitées en deux phases :

Phase 1 : déclaration d'intention RT (RT pre-proposal)

Phase 2 : proposition de projet RT détaillée (RT full proposal)

La durée maximale et le subside maximal dépendent du thème et sont indiqués dans la description des thèmes (Annex 1. Research topics). Le subside sollicité et sa répartition doivent être conformes aux coûts réels, en tenant compte de la durée, de la nature de la recherche, de l'équipement requis et de l'expertise scientifique nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis.

2.1 PHASE 1 : DÉCLARATION D'INTENTION RT

2.1.1 Élaboration des déclarations d'intention RT

Les documents suivants doivent être utilisés pour l'élaboration de la proposition de projet thématique en phase 1 :

Annex 1 Research topics – RT projects

Annex 2 Application form RT pre-proposal (step 1)

2.1.2 Introduction des déclarations d'intention RT

La déclaration d'intention RT en format PDF consultable doit être soumise **via la plateforme numérique CRAFT**.

Le nom du fichier de la déclaration d'intention doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_PP**, où ACRONYME est l'acronyme du projet et NOM le nom de famille du coordinateur. PP fait référence à "pre-proposal".

La date limite pour l'introduction de la déclaration d'intention RT (phase 1) est fixée au mercredi 1 avril 2026 à 15h précise.

2.1.3 Évaluation des déclarations d'intention RT

2.1.3.1 Recevabilité des déclarations d'intention RT

La recevabilité des déclarations d'intention RT est évaluée par la cellule Recherche contractuelle, en concertation avec la direction générale Animaux, Végétation et Alimentation et l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA).

Les critères sont :

1. la soumission ponctuelle via la plateforme numérique CRAFT

2. la forme :

- la déclaration d'intention doit être soumise conformément au modèle et aux directives définis dans l'Annex 2 ;
- les limites indiquées doivent être strictement respectées et la mise en page du modèle ne peut pas être modifiée ;
- la demande peut compter au maximum 7 pages ;
- aucune annexe n'est acceptée.

3. l'adéquation du projet par rapport au thème :

Seules les déclarations d'intention RT ayant un lien avec l'un des thèmes figurant dans l'Annex 1 sont recevables. Si la proposition ne couvre pas l'ensemble des questions de recherche ou ne répond pas à toutes les exigences, cela doit être dûment justifié. De même lorsque la proposition va au-delà de ce qui est demandé, une motivation doit être incluse dans la déclaration d'intention.

4. l'absence de redondance avec des travaux de recherche existants ou en cours :

Les recherches complémentaires à des recherches existantes ou en cours sont recevables, pour autant que la complémentarité soit clairement justifiée.

5. la composition du consortium, telle indiquée au point 1.3.3.

2.1.3.2 Évaluation du contenu des déclarations d'intention RT

Les déclarations d'intention RT déclarées recevables sont évaluées par le Comité d'évaluation selon les modalités suivantes :

1. Le **score de pertinence** (sur 30 points) évalue l'adéquation de la proposition en tant que recherche en appui à un des thèmes, ainsi que son impact potentiel.

Les éléments suivants sont pris en compte :

- la mesure dans laquelle la proposition répond aux exigences formulées dans la description du thème ;
- l'échéancier de la proposition au regard de l'agenda politique ;
- l'orientation vers des solutions ;
- la contribution potentielle à l'élaboration de décisions politiques ;
- le rapport coût / valeur et à l'applicabilité des résultats escomptés pour les autorités ;
- la valeur ajoutée par rapport à des recherches existantes ou en cours.

Seules les déclarations d'intention RT ayant obtenu un score de pertinence d'au moins 21/30 sont soumises à l'évaluation scientifique.

2. Le **score scientifique** (sur 20 points) évalue :

- le niveau scientifique
- la méthodologie (clarté, cohérence, réalisme, précision)
- l'originalité
- la faisabilité

de la recherche proposée.

Les déclarations d'intention RT sont ensuite classées par thème sur la base du score total (50 points). Sur la base de ce classement et de l'avis du Comité d'évaluation, une liste prioritaire de déclarations d'intention RT est établie.

Les résultats seront communiqués **début juillet 2026** par un courriel envoyé via la plateforme numérique CRAFT aux coordinateurs. Il incombe aux coordinateurs d'en informer les partenaires de leur consortium.

2.2 PHASE 2 : PROPOSITION DE PROJET RT DÉTAILLÉE

Dans une seconde phase, les consortiums des déclarations d'intention RT prioritaires sont invités à introduire leur proposition de projet intégralement élaborée et détaillée.

2.2.1 Élaboration des propositions de projet RT détaillées

Il est extrêmement important de préparer la proposition de projet de manière claire, complète et avec le plus grand soin. La proposition de projet détaillée ne peut pas différer de la déclaration d'intention en ce qui concerne les questions de recherche et la méthodologie utilisée, sauf à la demande explicite de la cellule Recherche contractuelle.

Si vous souhaitez apporter des modifications de votre propre initiative, vous devez contacter la cellule Recherche contractuelle avant de soumettre votre proposition de projet détaillée.

Les modifications par rapport à la déclaration d'intention doivent être indiquées et dûment justifiées dans la section prévue à cet effet.

Les documents suivants doivent être utilisés pour l'élaboration de la proposition de projet thématique en phase 2 :

Annex 3	Application form RT full proposal (step 2)
Annex 8	Template budgetary tables

2.2.2 Introduction des propositions de projet RT détaillées

La proposition de projet RT détaillée en format PDF consultable ainsi que les tableaux budgétaires (Excel) doivent être soumis **via la plateforme numérique CRAFT**.

Le nom du fichier de la proposition de projet doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_FP**, où ACRONYME est l'acronyme du projet et NOM le nom de famille du coordinateur. FP fait référence à "full proposal".

Le nom du fichier des tableaux budgétaires doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_budget**.

La date limite pour l'introduction de la proposition de projet RT détaillée (phase 2) est fixée au mercredi 16 septembre 2026 à 15h précise.

2.2.3 Évaluation des propositions de projet RT détaillées

2.2.3.1 Recevabilité des propositions de projet RT détaillées

La recevabilité des propositions de projet RT détaillées est évaluée par la cellule Recherche contractuelle sur la base de :

1. **la soumission ponctuelle via la plateforme numérique CRAFT**
2. **la forme :**
 - la proposition de projet doit être soumise conformément au modèle et aux directives définis dans l'Annex 3 ;
 - les limites indiquées doivent être strictement respectées et la mise en page du modèle ne peut pas être modifiée ;
 - la demande peut compter au maximum 30 pages ;
 - aucune annexe n'est acceptée, à l'exception des tableaux budgétaires qui doivent être soumis séparément.

2.2.3.2 Évaluation du contenu des propositions de projet RT

Les propositions de projet sont évaluées par un Collège d'experts sur la base des cinq critères suivants :

1. le niveau scientifique
2. la méthodologie (clarté, cohérence, réalisme et précision)
3. l'originalité
4. la faisabilité
5. l'adéquation du projet, au regard de la description du thème.

Les consortiums sont invités à détailler leur proposition de projet lors de la réunion d'évaluation avec le Collège d'experts. L'évaluation formulée par le Collège d'experts est soumise à l'avis du Comité d'évaluation.

Les résultats seront communiqués au plus tard à la **mi-février 2027** par un courriel envoyé via la plateforme numérique CRAFT aux coordinateurs. Il incombe aux coordinateurs d'en informer les partenaires de leur consortium.

En cas d'avis favorable pour le subventionnement du projet, celui-ci est ratifié par le ministre compétent par arrêté ministériel. Un contrat fixant l'ensemble des conditions est ensuite établi entre le SPF Santé publique et les institutions de recherche concernées.

3 APPEL LIBRE (PROJETS RF)

Les propositions de projet RF sont évaluées en deux phases :

Phase 1 : déclaration d'intention RF (RF pre-proposal)

Phase 2 : proposition de projet RF détaillée (RF full proposal)

La durée minimale des projets RF est de 12 mois ; la durée maximale est de 48 mois. Le subside sollicité et sa répartition doivent être conformes aux coûts réels, en tenant compte de la durée, la nature de la recherche, l'équipement requis et l'expertise scientifique nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis. La valeur indicative par année de recherche s'élève à 120.000 EUR.

3.1 PHASE 1 : DÉCLARATION D'INTENTION RF

3.1.1 Élaboration des déclarations d'intention RF

Le document suivant doit être utilisé pour l'élaboration de la proposition de projet libre en phase 1 :

Annex 4 Application form RF pre-proposal (step 1)

3.1.2 Introduction des déclarations d'intention RF

La déclaration d'intention RF en format PDF consultable doit être soumise **via la plateforme numérique CRAFT**.

Le nom du fichier de la déclaration d'intention doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_PP**, où ACRONYME est l'acronyme du projet et NOM le nom de famille du coordinateur. PP fait référence à "pre-proposal".

La date limite pour l'introduction de la déclaration d'intention RF (phase 1) est fixée au mercredi 1 avril 2026 à 15h précise.

3.1.3 Évaluation des déclarations d'intention RF

3.1.3.1 Recevabilité des déclarations d'intention RF

La recevabilité des déclarations d'intention RF est évaluée par la cellule Recherche contractuelle, en concertation avec la direction générale Animaux, Végétation et Alimentation, et l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA).

Cela se fait sur la base des critères administratifs et de fond :

- 1. l'introduction** ponctuelle de la déclaration d'intention via la plateforme numérique CRAFT
- 2. la forme**
 - la déclaration d'intention doit être soumise conformément au modèle et aux directives définis à l'Annex 4 ;
 - les limites indiquées doivent être strictement respectées et la mise en page du modèle ne peut pas être modifiée ;
 - la demande doit compter au maximum 7 pages ;
 - aucune annexe n'est acceptée.
- 3. la composition du consortium**, telle indiquée au point 1.3.3.
- 4. l'absence de redondance** avec les thèmes figurant dans l'appel thématique (RT) ou avec des recherches existantes ou en cours. Les recherches complémentaires à des recherches existantes ou en cours sont recevables, à condition que la complémentarité soit clairement justifiée.
- 5. les domaines de recherche concernés** : le sujet de recherche doit relever des compétences de la Recherche contractuelle.

D'une façon générale, les sujets de recherche doivent s'inscrire dans le cadre des domaines de la sécurité des aliments, de la santé des animaux et/ou de la santé des végétaux. La recherche doit soutenir la politique dans les domaines précités ou contribuer à sa préparation. Concrètement, cela signifie que la recherche doit fournir des connaissances qui apportent à l'Autorité, en l'occurrence le SPF Santé publique et l'AFSCA, un soutien dans le cadre de l'une ou de plusieurs des missions qui lui sont dévolues, dont :

- l'établissement ou la modification de la législation, de recommandations ou d'avis ;
- l'établissement ou la modification de programmes de contrôle ou de guides de contrôle/autocontrôle ;
- l'élaboration de stratégies d'évaluation des risques ou de maîtrise des risques ;
- la mise en œuvre de méthodes (d'analyse) en vue du contrôle du respect de la réglementation ;
- l'adoption de mesures en situation de crise ;
- l'établissement de priorités ou l'anticipation des nouvelles évolutions.

Le sujet de recherche ne doit pas relever de la compétence des autorités régionales, sauf en cas de cofinancement des aspects relevant de ces compétences régionales. Si la proposition de projet contient des « work packages » ou des tâches qui ne relèvent pas de la compétence spécifique de la Recherche contractuelle, ceux-ci doivent être financés par une source de financement externe. Les exceptions à cette règle pourront être examinées au cas par cas, en fonction de leur importance pour la santé animale, la santé des végétaux et la sécurité de aliments sous l'autorité des gouvernements fédéraux.

Le tableau ci-dessous présente une liste (non exhaustive) des sujets qui relèvent ou non du champ de compétence de la Recherche contractuelle. Étant donné qu'une délimitation stricte n'est pas toujours possible, des experts du SPF Santé publique et de l'AFSCA évalueront la recevabilité sur le fond de chaque déclaration d'intention. Certains des exemples cités résultent de l'analyse de recevabilité effectuée dans le cadre d'appels récents. Les experts du SPF Santé publique et de l'AFSCA se réservent le droit d'évaluer chaque proposition de projet en fonction de ces caractéristiques propres au regard des critères de recevabilité.

Il est également recommandé de consulter l'aperçu des projets en cours et des projets clôturés, publié sur le [site web de la Recherche contractuelle](#).

Si vous n'êtes pas certain de la recevabilité de votre idée de recherche, vous pouvez contacter la cellule Recherche contractuelle avant de soumettre votre proposition.

Général	Recevable	Non recevable
SECURITE DES ALIMENTS		
Étude de la sécurité des denrées alimentaires	• tout au long de la chaîne (production primaire, transformation, emballage, conservation) jusqu'au moment de la consommation : contaminants chimiques et microbiens, toxines, additifs, arômes, enzymes, auxiliaires technologiques, matériaux destinés au contact des aliments, compléments alimentaires, nouveaux aliments (« novel food »), OGM, allergènes, résidus de produits phytosanitaires dans les denrées alimentaires, agents de décontamination, résidus de biocides dans les denrées alimentaires ... • risques émergents • résistance antimicrobienne • développement de nouveaux aspects de l'évaluation des risques ou de nouvelles méthodes d'évaluation des risques • développement de nouvelles méthodes de prélèvement d'échantillons et/ou d'analyse • évaluations des risques • études d'ingestion • recherches sur la présence, les concentrations et/ou les prévalences de contaminants chimiques et microbiologiques dans les denrées alimentaires • recherches sur les sources, les voies, la réduction et la prévention des contaminants dans les denrées alimentaires (quand la source est l'aliment pour animaux, la recherche peut inclure les aliments pour animaux) • recherches sur l'impact de mesures de gestion existantes et potentielles	• recherche en vue de la préparation de dossiers d'autorisation ou de réévaluation concernant les additifs, les nouveaux aliments (« novel food »), les arômes, les enzymes alimentaires, les produits phytosanitaires, les produits de décontamination, biocides, matériaux (recyclés) destinés au contact des aliments, ... • recherche sur la preuve d'allégations de santé et les bienfaits pour la santé • recherche sur la sécurité alimentaire de cultures par les particuliers, sauf si cela influence ou donne un aperçu de la sécurité alimentaire de la population générale • études cliniques humaines • recherche purement environnementale sauf, par exemple, la recherche sur les contaminants environnementaux dans les aliments • recherche dans le domaine de la biodiversité • recherche dans le domaine de la durabilité, sauf s'il y a un lien manifeste avec la sécurité des aliments • recherche en vue de la politique nutritionnelle (consommation de sucre, sel, graisse, ...) sauf s'il y a un lien manifeste avec la sécurité des aliments • recherche sur l'enrichissement en nutriments, sauf si elle a une influence sur la politique de sécurité des aliments (ex. : pouvant donner lieu à une overdose) • recherche sur l'impact de l'exposition à certains agents chimiques (par exemple, les produits phytosanitaires) par inhalation ou contact cutané sur la santé des travailleurs ou des particuliers

	• recherche toxicologique <i>in vitro</i>, <i>in silico</i> et <i>ex-vivo</i> ou tests sur les animaux en ce qui concerne des contaminants • recherche sur le transfert de contaminants chimiques et microbiens des aliments pour animaux via les animaux vers les produits d'origine animale • développement de méthodes pour détecter la fraude en matière de la sécurité alimentaire	• contrôles de routine du respect des normes existantes
--	---	---

Général	Recevable	Non recevable
SANTE DES ANIMAUX		
Recherche sur les maladies, les pathogènes et/ou leurs vecteurs chez les animaux, y compris les abeilles ; Recherches sur les contaminants dans les aliments pour animaux	- développement de nouvelles méthodes diagnostiques pour les maladies des animaux - recherche épidémiologique - recherche dans le domaine des facteurs de risque - résistance antimicrobienne - résistance aux antiparasitaires - développement de nouveaux aspects ou de nouvelles méthodes d'évaluation des risques - développement de nouvelles méthodes ou de méthodes améliorées de prise d'échantillons et/ou d'analyse - recherche fondamentale en vue de l'identification des antigènes vaccinaux / recherche de type « proof-of-concept » en vue de tester des antigènes vaccinaux et des applications vaccinales dans les conditions spécifiques de l'élevage belge - étude de l'impact d'éventuelles mesures de lutte contre les maladies - recherche sur les agents pathogènes zoonotiques (qu'ils soient ou non pathogènes pour les animaux) - recherche sur les contaminants chimiques et microbiens, les toxines, ... susceptibles d'affecter la santé animale, via ou non les aliments pour animaux - risques émergents / ré-émergents - systèmes d'alerte et de surveillance des maladies	- recherche purement clinique sur les animaux de compagnie - recherche purement zootechnique - sélection génétique sauf lorsque celle-ci est liée à la résistance aux maladies - recherche nutritionnelle - recherche purement axée sur le bien-être animal (ex. : boiterie) - contrôles de routine du respect des normes existantes - recherche sur les maladies de la faune sauvage, des animaux de compagnie ou des animaux producteurs de denrées alimentaires détenus par des particuliers, sauf si celles-ci ont un impact sur la santé animale ou la sécurité des aliments - recherche en vue de la préparation de dossiers d'enregistrement ou d'autorisation (compléments alimentaires, médicaments à usage vétérinaire, biocides, ...) - recherche purement environnementale

Général	Recevable	Non recevable
SANTE DES VEGETAUX		
Recherche sur les organismes nuisibles pour les végétaux cultivés et/ou sauvages, notamment les organismes de quarantaine et les organismes nouveaux, inconnus ou peu répandus et pour lesquels des informations complémentaires sont nécessaires dans le cadre d'une future régulation (classification comme organisme de quarantaine) ou de la future politique phytosanitaire (prévention, éradication, enrayement)	• détermination de la prévalence, de la répartition (statut phytosanitaire) et du potentiel d'implantation • étude de la biologie • recherche épidémiologique • exploration de l'impact d'éventuelles mesures de gestion • développement de nouveaux aspects de l'évaluation des risques ou de nouvelles méthodes d'évaluation des risques • développement de nouvelles méthodes d'avertissement, surveillance, monitoring, prélèvement d'échantillons et/ou de diagnostic, d'identification ou de quantification • évaluations des risques • apport d'éléments scientifiques pour les évaluations du risque sanitaire (Pest Risk Assessments – PRA)	• recherche sur les organismes réglementés non - quarantaine et les organismes ne répondant manifestement pas aux critères de classification en tant qu'organisme de quarantaine • recherche sur les espèces invasives dans le cadre du Règlement 1143/2014 • recherche sur l'amélioration des végétaux sauf lorsqu'il s'agit d'une amélioration en vue d'un renforcement de la résistance (phytosanitaire) aux maladies • recherche sur l'agriculture durable sauf lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de la politique phytosanitaire • recherche purement sur le développement ou l'amélioration de la lutte intégrée contre les maladies (IPM) • recherche dans le cadre de l'environnement sauf lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de la politique phytosanitaire • recherche dans le domaine de la biodiversité sauf lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre de la politique phytosanitaire • contrôles de routine du respect des normes existantes

3.1.3.2 Évaluation du contenu des déclarations d'intention RF

Les déclarations d'intention RF jugées recevables sont évaluées par le Comité d'évaluation, et ce selon les modalités de cotation suivantes :

1. Le **score de pertinence** (sur 30 points) évalue l'opportunité et l'adéquation de la proposition en tant que recherche en appui à la politique, ainsi que son impact potentiel.

Les éléments suivants sont pris en compte :

- la position par rapport aux priorités de l'autorité fédérale
- l'échéancier au regard à l'agenda politique
- l'orientation de la recherche vers des solutions
- la contribution potentielle à l'élaboration de décisions politiques
- le rapport entre le coût et la valeur ainsi que l'applicabilité des résultats escomptés pour les autorités
- la valeur ajoutée par rapport à des recherches en cours ou existantes
- l'importance quantitative
- la gravité de la problématique
- l'impact budgétaire pour les autorités
- l'impact social et éthique
- la pertinence par rapport aux besoins du secteur.

Seules les déclarations d'intention RF ayant obtenu un score de pertinence d'au moins 21/30 sont soumises à l'évaluation scientifique.

2. Le **score scientifique** (sur 20 points) évalue :

- le niveau scientifique
 - la méthodologie (clarté, cohérence, réalisme et précision)
 - l'originalité
 - la faisabilité
- de la recherche proposée.

Les déclarations d'intention RF ayant obtenu un score scientifique d'au moins 13/20 sont classées par domaine d'activité sur la base du score total (50 points). Sur la base de ce classement, de l'avis du Comité d'évaluation et du budget de recherche disponible du SPF Santé publique, une liste **prioritaire** et une **liste de réserve** de déclarations d'intention RF sont établies.

Les résultats seront communiqués **début juillet 2026** par un courriel envoyé via la plateforme numérique CRAFT aux coordinateurs. Il incombe aux coordinateurs d'en informer les partenaires de leur consortium.

3.2 PHASE 2 : PROPOSITION DE PROJET RF DÉTAILLÉE

Dans une seconde phase, les consortiums des déclarations d'intention RF prioritaires et de réserve sont invités à introduire leur proposition de projet intégralement élaborée et détaillée. Les propositions de projets RF de réserve suivent la même procédure d'évaluation que les propositions de projets prioritaires.

3.2.1 Élaboration des propositions de projet RF détaillées

Il est extrêmement important de préparer la proposition de projet de manière claire, complète et avec le plus grand soin. La proposition de projet détaillée ne peut pas différer de la déclaration d'intention en ce qui concerne les questions de recherche et la méthodologie utilisée, sauf à la demande explicite de la cellule Recherche contractuelle.

Si vous souhaitez apporter des modifications de votre propre initiative, vous devez contacter la cellule Recherche contractuelle avant de soumettre votre proposition de projet détaillée. Les modifications par rapport à la déclaration d'intention doivent être indiquées et dûment justifiées dans la section prévue à cet effet.

Les documents suivants doivent être utilisés pour l'élaboration de la proposition de projet libre en phase 2 :

Annex 5	Application form RF full proposal (step 2)
Annex 8	Template budgetary tables

3.2.2 Introduction des propositions de projet RF détaillées

La proposition de projet RF détaillée en format PDF consultable et les tableaux budgétaires en Excel doivent être soumis **via la plateforme numérique CRAFT**.

Le nom du fichier de la proposition de projet doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_FP**, où ACRONYME est l'acronyme du projet et NOM le nom de famille du coordinateur. FP fait référence à "full proposal".

Le nom du fichier des tableaux budgétaires doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_budget**.

La date limite pour l'introduction de la proposition de projet RF détaillée (phase 2) est fixée au mercredi 16 septembre 2026 à 15h précise.

3.2.3 Évaluation des propositions de projet RF détaillées

3.2.3.1 Recevabilité des propositions de projet RF détaillées

La recevabilité des propositions de projet RF détaillées est évaluée par la cellule Recherche contractuelle sur base des critères administratives suivantes :

1. **la soumission ponctuelle via la plateforme numérique CRAFT**
2. **la forme :**
 - la proposition de projet doit être soumise conformément au modèle et aux directives définis à l'Annex 5 ;
 - les limites indiquées doivent être strictement respectées la mise en page du modèle ne peut pas être modifiée ;
 - la demande peut compter au maximum 30 pages ;
 - aucune annexe n'est acceptée, à l'exception des tableaux budgétaires qui doivent être soumis séparément.

3.2.3.2 Évaluation du contenu des propositions de projet RF détaillées

Les propositions de projet RF détaillées sont évaluées par le Collège d'experts sur la base des quatre critères suivants :

1. le niveau scientifique
2. la méthodologie (clarté, cohérence, réalisme et précision)
3. l'originalité dans l'approche
4. la faisabilité

Les consortiums sont invités à détailler leur proposition de projet lors de la réunion d'évaluation avec le Collège d'experts. L'évaluation formulée par le Collège d'experts est soumise à l'avis du Comité d'évaluation. Les projets de réserve ne peuvent être subsidiés que si un budget est libéré du réseau RT ou RI ou du groupe RF prioritaire.

Les résultats seront communiqués au plus tard à la **mi-février 2027** par un courriel envoyé via la plateforme numérique CRAFT aux coordinateurs. Il incombe aux coordinateurs d'en informer les partenaires de leur consortium.

En cas d'avis favorable pour le subventionnement du projet, celui-ci est ratifié par le ministre compétent par un arrêté ministériel. Un contrat fixant l'ensemble des conditions est ensuite établi entre le SPF Santé publique et les institutions de recherche concernées.

4 APPEL TRANSNATIONAL (PROJETS RI) - santé des végétaux

Les propositions de projet RI sont évaluées en deux phases :

- Phase 1 : déclaration d'intention RI (RI pre-proposal)
- Phase 2 : proposition de projet RI détaillée (RI full proposal)

Le SPF Santé publique prévoit un budget de **370.000 EUR** pour l'appel transnational. Le subside maximal par thème est indiqué à l'Annex 1. Étant donné que cinq thèmes sont inclus, le budget peut être insuffisant pour certains thèmes. Cette approche est utilisée parce qu'un certain nombre de thèmes sélectionnés peuvent encore être supprimés à un stade ultérieur. Même après le lancement de la deuxième phase, des thèmes peuvent donc encore être supprimés. Une liste définitive ne sera disponible qu'à la **mi-novembre 2026**.

Les candidats doivent tenir compte du fait que le coordinateur belge peut également être désigné comme coordinateur scientifique du projet transnational.

Le subside sollicité et sa répartition doivent être conformes aux coûts réels, en tenant compte de la durée, de la nature de la recherche, de l'équipement requis et de l'expertise scientifique nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis.

4.1 PHASE 1 : DÉCLARATION D'INTENTION RI

4.1.1 Élaboration des déclarations d'intention RI

Les documents suivants doivent être utilisés pour l'élaboration de la proposition de projet transnationaux en phase 1 :

- | | |
|----------------|----------------------------------|
| Annex 1 | Research topics – RI projects |
| Annex 6 | Application form RI pre-proposal |

4.1.2 Introduction des déclarations d'intention RI

La déclaration d'intention RI en format PDF consultable doit être soumise **via la plateforme numérique CRAFT**.

Le nom du fichier de la déclaration d'intention doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_PP**, où ACRONYME est l'acronyme du projet et NOM le nom de famille du coordinateur. PP fait référence à "pre-proposal".

La date limite pour l'introduction de la déclaration d'intention RI (phase 1) est fixée au mercredi 1 avril 2026 à 15h précise.

4.1.3 Évaluation des déclarations d'intention RI

La recevabilité des déclarations d'intention est évaluée par la cellule Recherche contractuelle, en concertation avec la direction générale Animaux, Végétation et Alimentation et l'Agence Fédérale pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA).

Cela se fait sur la base des critères suivantes :

1. La soumission ponctuelle via la plateforme numérique CRAFT

2. la forme :

- la déclaration d'intention doit être soumise conformément au modèle et aux directives définis à l'Annex 6 ;
- les limites indiquées doivent être strictement respectées et la mise en page du modèle ne peut pas être modifiée ;
- la demande doit compter au maximum 5 pages ;
- aucune annexe n'est acceptée.

3. l'adéquation du projet par rapport au thème

Seules les déclarations d'intention RI ayant un lien avec l'un des thèmes RI figurant à l'Annex 1 sont recevables.

4. L'absence de redondance avec des travaux de recherche existants ou en cours.

Les recherches complémentaires à des recherches existantes ou en cours sont recevables, pour autant que la complémentarité en soit clairement justifiée.

5. la composition du consortium, telle indiquée au point 1.3.3.

Si vous n'êtes pas certain de la recevabilité de votre idée de recherche, vous pouvez contacter la cellule Recherche contractuelle avant de soumettre votre proposition.

Les résultats seront communiqués **début juillet 2026** par un courriel envoyé via la plateforme numérique CRAFT aux coordinateurs. Il incombe aux coordinateurs d'en informer les partenaires de leur consortium.

4.2 PHASE 2 : PROPOSITION DE PROJET RI DÉTAILLÉE

4.2.1 Elaboration des propositions de projet RI détaillées

Dans la deuxième phase, les consortiums des déclarations d'intention RI recevables sont invités à introduire une proposition de projet détaillée.

Cette phase est gérée par le secrétariat d'Euphresco (Dr. Baldissera Giovani, coordinateur Euphresco). Les soumissionnaires reçoivent la version mise à jour du thème RI ainsi que les directives complémentaires à la **mi-juillet 2026**.

Il est extrêmement important de préparer la proposition de projet de manière claire, complète et avec le plus grand soin.

Les documents suivants doivent être utilisés pour l'élaboration de la proposition de projet RI détaillées en phase 2 :

Annex 7	Application form RI full proposal
Annex 8	Template budgetary tables

4.2.2 Introduction des propositions de projet RI

La proposition de projet RI détaillée en format PDF consultable et les tableaux budgétaires en Excel doivent être soumis **auprès du secrétariat Euphresco et via la plateforme numérique CRAFT**.

Le nom du fichier de la proposition de projet doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_FP**, où **ACRONYME** est l'acronyme du projet et **NOM** le nom de famille du coordinateur. **FP** fait référence à "full proposal".

Le nom du fichier des tableaux budgétaires doit être établi selon la structure suivante : **ACRONYME_Nom_budget**.

La date limite pour l'introduction de la proposition RI détaillée auprès d'Euphresco est fixée au mercredi 16 septembre 2026 à 15h précise.

4.2.3 Évaluation des propositions de projet RI détaillées

4.2.3.1 Recevabilité des propositions de projet RI détaillées

La recevabilité des propositions de projet RI détaillées est évaluée par la cellule Recherche contractuelle sur la base de :

1. **la soumission ponctuelle via la plateforme numérique CRAFT**
2. **la forme :**
 - la proposition de projet doit être soumise conformément au modèle et aux directives définis dans l'Annex 7 ;
 - les limites indiquées doivent être strictement respectées et la mise en page du modèle ne peut pas être modifiée ;
 - la demande peut compter au maximum 30 pages ;
 - aucune annexe n'est acceptée, à l'exception des tableaux budgétaires qui doivent être soumis séparément.

4.2.3.2 Évaluation du contenu des propositions de projet RI détaillées

L'évaluation des propositions de projet RI détaillées est effectuée par des experts internationaux dans le domaine de la santé des végétaux. Contrairement aux évaluations des propositions de RT et de RF, une réunion d'évaluation n'est pas organisée.

Les propositions de projets sont évaluées par écrit par chaque expert sur la base des **critères** suivants :

1. la qualité des chercheurs : expertise et qualité du consortium ;
2. la qualité de la proposition de projet : clarté, pertinence, méthodologie appropriée, innovation appropriée, faisabilité ;
3. gestion du projet : qualité du plan de gestion, budget approprié, plan de valorisation et de diffusion approprié ;

Un rapport des évaluations écrites est soumis pour avis au Comité d'évaluation.

Les résultats seront communiqués au plus tard à la **mi-novembre 2026** par un courriel envoyé via la plateforme numérique CRAFT aux coordinateurs. Il incombe aux coordinateurs d'en informer les partenaires de leur consortium.

En cas d'avis favorable pour le subventionnement du projet, celui-ci est ratifié par le ministre compétent par un arrêté ministériel. Un contrat fixant l'ensemble des conditions est ensuite établi entre le SPF Santé publique et les institutions de recherche concernées.

5 INFORMATIONS BUDGÉTAIRES

5.1 Généralités

Il est recommandé d'associer le service de comptabilité des institutions de recherche à l'établissement de la proposition de budget.

Les dépenses couvertes par ce subside doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires de la loi sur les marchés publics (voir http://www.belgium.be/fr/economie/marches_publics). Cela concerne particulièrement les achats et les sous-traitances.

5.2 Montant subsidié

Le subside sollicité et sa répartition doivent être conformes aux coûts réels, en tenant compte de la durée, la nature de la recherche, de l'équipements requis et de l'expertise scientifique nécessaire pour atteindre les objectifs poursuivis.

Pour les propositions de projet RT et RI, le subside demandé ne peut dépasser le subside maximal précisé dans la description de thème (annex 1).

Le subside sollicité tel qu'indiqué dans la proposition de projet détaillée RT, RF ou RI (phase 2) ne peut en aucun cas être supérieur au montant spécifié dans la déclaration d'intention correspondante (phase 1).

La quote-part maximale des subsides octroyés s'élève à 100%. Le subside demandé doit être arrondi à un montant en k€.

Toutes les dépenses non forfaitaires, tant celles à la charge du SPF Santé publique que celles des moyens propres doivent – si le projet est subsidié – être justifiées au moyen de pièces justificatives.

Toute contribution financière est en principe acceptable en tant qu'apport propre pour autant qu'elle ne donne pas lieu à un conflit d'intérêts et quelle ne provienne pas de ressources des autorités fédérales. L'utilisation incomplète ou la justification partielle de l'apport propre affectera le subside total. Le montant du subside qui sera versé lors du décompte final est calculé sur base d'un pourcentage.

En outre, les limitations décrites aux paragraphes suivants doivent également être prises en compte.

5.3 Frais de personnel

Seuls les frais de personnel des employés des institutions de recherche belges peuvent être introduits. L'expertise étrangère ne peut être apportée que par la sous-traitance.

Les frais de personnel liés au coordinateur et aux promoteurs ne peuvent pas être inclus dans le budget du projet, ni à la charge du SPF Santé publique, ni même en moyens propres.

Tous les frais de personnel liés à l'exécution du projet – sauf celui du coordinateur et des promoteurs – doivent figurer dans cette catégorie, excepté les frais de personnel inclus dans les sous-traitances ou les frais d'analyses.

Les bourses de doctorat octroyées à des chercheurs doivent être financées par les moyens propres de l'institution de recherche concernée où provenir d'une source de financement étrangère à l'autorité fédérale, afin de pouvoir être considérées comme un apport propre.

Les frais de personnel sont calculés sur la base des barèmes des institutions où le personnel est occupé. Dans le tableau budgétaire détaillé (annex 8) le barème, l'ancienneté et le temps d'occupation consacré au projet (en hommes-mois) par année civile est mentionné. Dans la mesure où les personnes inscrites au budget sont identifiées, leurs noms doivent être mentionnés. Les frais de personnel sont regroupés par personne sous un seul article budgétaire (les salaires bruts et les autres coûts salariaux admissibles sont joints).

5.3.1 Frais de personnel subsidiés

Les frais de personnel suivants peuvent être subsidiés :

- les traitements mensuels bruts indexés ou le montant de la bourse ;
- la contribution de l'employeur à l'O.N.S.S. ;
- le pécule de vacances et la prime de fin d'année, au prorata du nombre de hommes-mois prestés pour le projet ;
- d'autres coûts salariaux, le cas échéant, à savoir :
 - o les heures supplémentaires, si elles ont réellement été prestées pour le projet ;
 - o les interventions de l'employeur dans les chèques-repas
 - o les assurances légales (par exemple assurance contre les accidents du travail) ;
 - o les indemnités ou allocations légalement dues en complément du salaire (par exemple les allocations de foyer et de résidence si d'application, la prime de bilinguisme, indemnité pour GSM et abonnement téléphonique, ...);
 - o l'intervention légalement due dans les frais de déplacement entre le domicile et le lieu de travail sur la base du prix d'un abonnement de transports en commun, au prorata du nombre de hommes-mois prestés pour le projet (pour le train : abonnement 2^{ième} classe, le cas échéant pour la voiture : montant correspondant au maximum du prix d'un abonnement de transport public, en 2^{ème} classe) ;
 - o l'indemnité de travail à domicile;
 - o l'indemnité bicyclette mentionnée sur la fiche de paie ;
 - o si d'application, la cotisation forfaitaire due pour les prestations des conseillers en prévention des Services externes de prévention et de protection au travail ;
 - o paiement anticipé de la prime de fin d'année (année en cours) en cas de départ, au prorata du nombre de mois-hommes prestés pour le projet.

5.3.2 Frais de personnel non subsidiés

Les frais suivants (liste non exhaustive) ne peuvent pas être subsidiés :

- les frais liés à une assurance extra-légale (assurance hospitalisation, assurance groupe, ...) ;
- les frais d'administration du secrétariat social ;
- les avantages extra-légaux (heures supplémentaires, voiture de société, avantages en nature, compléments d'allocations familiales, indemnités pour la garde d'enfants, frais de représentation, pension extra-légale, primes extra-légaux, prime de Saint-Nicolas, intervention pour le sport et la culture, intervention pour lunettes, ...) ;
- ordinateurs et autres équipements ICT
- indemnités de frais
- cotisations au service social
- jetons de présence
- primes de départ et paiement anticipé du pécule de vacances.

5.4 Frais de fonctionnement

Les frais de fonctionnement comprennent tous les frais liés au projet se rapportant à l'achat et/ou l'usage opérationnel des biens ou des services, ainsi que les coûts directement liés aux activités de recherche du projet.

Les frais de fonctionnement sont subdivisés en frais de fonctionnement courants et frais de fonctionnement spécifiques.

5.4.1 Frais de fonctionnement courants

Les frais de fonctionnement courants sont forfaitaires et comprennent les dépenses courantes liées à l'exécution du projet, telles que :

- les fournitures et produits usuels de laboratoire, d'atelier et de bureau ;
- la documentation (p.ex. : achat de livres, indemnités pour la commande d'articles scientifiques) ;
- les frais de publication ;
- les déplacements et séjours en Belgique et à l'étranger ;
- les frais d'administration du secrétariat social ;
- l'utilisation d'ordinateurs ;
- les logiciels usuels.

Il n'est pas possible de prévoir un apport propre sous les frais de fonctionnement courants.

Le montant de ces dépenses de fonctionnement est fixé de manière forfaitaire sur la base d'un pourcentage des frais de personnel subsidiés par le SPF Santé publique. Ce pourcentage ne peut en aucun cas dépasser 15% pour le coordinateur et 10 % pour les autres promoteurs de leurs propres frais de personnel subsidiés.

5.4.2 Frais de fonctionnement spécifiques

Les frais de fonctionnement spécifiques comprennent tous les frais de fonctionnement particuliers directement liés à l'exécution du projet. Des frais de fonctionnement spécifiques sont entre autres :

- les frais d'utilisation de l'appareillage (en ce compris l'équipement informatique spécifiquement nécessaire pour l'utilisation de cet appareillage) ;
- les frais d'entretien de l'appareillage ;
- les frais d'analyses ;
- les frais de déplacement (voiture) pour l'échantillonnage ;
- les frais de sous-traitance.

a) Les frais d'utilisation de l'appareillage acquis par achat ou par location-vente sont calculés selon la formule suivante :

$$\frac{\text{prix d'achat}}{\text{période d'amortissement en mois}} \times \text{nombre de mois utilisés pour le projet} \times \% \text{ d'utilisation pour le projet}$$

dont la période d'amortissement (durée de vie économique) est celle mentionnée dans votre comptabilité. Pour l'équipement scientifique cette période est, en général, comprise entre 5 et 10 ans.

Un exemple :

- vous disposez d'un appareil qui coûte 30.000 euros à l'achat
- l'appareil est amorti sur 60 mois
- bien que la durée du projet soit de 36 mois, l'appareil ne sera utilisé à cette fin que pendant 10 mois
- durant ces 10 mois, l'appareil sera également utilisé pour d'autres projets ; le pourcentage d'utilisation moyen pour le projet concerné au cours de cette période s'élève à 20 %.

Les frais d'utilisation sont calculés comme suit :

$$\text{frais d'utilisation} = \frac{€ 30.000}{60 \text{ mois}} \times 10 \text{ mois} \times 0,2 = € 1.000$$

b) En cas de location d'appareillage, les frais d'utilisation sont calculés comme suit :

$$\text{coût de location mensuelle} \times \text{nombre de mois utilisés pour le projet} \times \% \text{ d'utilisation pour le projet}$$

Si l'appareillage dans l'exemple ci-dessus est loué pour 600 euros par mois, les frais d'utilisation sont calculés comme suit :

$$\text{frais d'utilisation} = € 600 \times 10 \text{ mois} \times 0,2 = € 1.200$$

c) Les frais de sous-traitance recouvrent les frais payés par un promoteur à une tierce partie pour l'exécution de tâches ou la prestation de services requérant des compétences scientifiques ou techniques particulières et ne faisant pas partie des activités habituelles du consortium.

La sous-traitance n'est acceptée que si :

- elle apporte une plus-value démontrable au projet ;
- le sous-traitant n'assure pas l'activité clé, mais ne se charge que d'une sous-tâche du projet ;
- le montant consacré à la sous-traitance n'excède pas 25% de le subside total du promoteur concerné ;
- les informations budgétaires y afférentes sont bien détaillées ;
- le budget de la sous-traitance n'est pas présenté sous forme de forfait (en tant que % du budget total).

Si pour un ou plusieurs partenaires il n'est pas possible de prévoir des frais de fonctionnement courants (suffisants) à cause d'un budget de personnel subsidié trop limité ou manquant, des frais de fonctionnement spécifiques peuvent être prévus comme p.ex. pour des missions en Belgique ou à l'étranger, à condition que ce soit bien justifié.

5.5 Frais généraux

Les frais généraux couvrent les frais administratifs, les frais de téléphone, d'entretien des locaux, de chauffage, d'éclairage, d'électricité, de location ou d'assurance.

Les apports propres ne peuvent pas être budgétisés sous les frais généraux.

Les frais généraux doivent être calculés de manière forfaitaire sur la base de 10% maximum des frais de personnel subsidiés par le SPF Santé publique.

6 VALORISATION DES RÉSULTATS DE RECHERCHE

L'Autorité peut valoriser les nouvelles connaissances à l'échelon national, européen et/ou international. L'Autorité dispose d'un droit d'utilisation général et gratuit des résultats aux fins de soutien de sa politique. La proposition de projet devra donc être conçue de manière à ce que l'ensemble des résultats puisse être transmis sous une forme détaillée à l'Autorité. La cellule Recherche contractuelle peut demander à tout moment la remise d'un rapport de valorisation, dans le but de soutenir scientifiquement les actions de valorisation et de prestations de service de l'État.

Le cas échéant et à la demande du SPF Santé publique, le consortium doit fournir des données pouvant être utilisées pour compléter des bases de données nationales, européennes ou internationales, conformément au format de données requis. Un exemple en est la collecte de données de l'EFSA relatives à la présence de contaminants chimiques dans les denrées alimentaires (<https://www.efsa.europa.eu/en/resources/data-collection>). Après validation, l'équipe de collecte de données EFSA du SPF Santé publique se charge du transfert des données à l'EFSA via le Data Collection Framework. Dès l'élaboration de la proposition de projet, le consortium doit être conscient de la charge de travail que cela implique. C'est pourquoi il faut prévoir l'utilisation du format de données correcte dès le début du projet. S'il n'est pas clair si un transfert de données doit être prévu, l'équipe de collecte de données EFSA du SPF Santé publique peut être contactée à l'avance, via la cellule Recherche contractuelle (voir rubrique 10. Information de contact).

7 INSTRUCTIONS SUR LA NOTIFICATION OBLIGATOIRE

7.1 Contexte

L'arrêté royal du 14 novembre 2000 relatif à l'autocontrôle, à la notification obligatoire et à la traçabilité dans la chaîne alimentaire³ prévoit que chaque laboratoire informe l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) lorsqu'il a des raisons de penser qu'un produit **commercialisé** n'est pas conforme aux exigences de sécurité alimentaire (<https://www.favv-afsca.be/professionnels/notificationobligatoire/>). L'arrêté ministériel du 22 janvier 2004 relatif aux modalités de notification obligatoire dans la chaîne alimentaire⁴ décrit de manière plus détaillée la manière dont la notification doit avoir lieu.

7.2 Actions pendant l'élaboration de la proposition de projet

Lorsqu'un projet est lié à des organismes soumis à une obligation de notification (maladies réglementées des végétaux ou des animaux) ou lorsque dans la proposition de projet, il est proposé d'analyser des échantillons pouvant donner lieu à des non-conformités dans des produits commercialisés, il est important que les soumissionnaires entrent déjà en contact avec l'AFSCA lors de l'élaboration de la proposition de projet. Un point de contact central a été créé à cet effet pour la recherche scientifique : researchcontactpoint@favv-afsca.be.

Cela donne aux chercheurs la possibilité de se concerter à propos de problèmes potentiels en relation avec la notification obligatoire pouvant survenir au cours de la recherche. Les attentes mutuelles peuvent ainsi être clarifiées et les problèmes potentiels anticipés dès l'élaboration de la proposition de projet de recherche.

Les organismes pour lesquels la notification à l'AFSCA est obligatoire sont recensés dans le document « Notification obligatoire et limites de notification », dont la dernière version est disponible sur le site web de l'AFSCA sous la rubrique « [notification obligatoire](#) ».

Il est important de savoir ce que l'on entend par « non-conformités ». Les produits qui sont importés, produits, cultivés, élevés, transformés, fabriqués ou commercialisés sont réputés non conformes lorsque :

- ils ne respectent pas les teneurs maximales, à savoir les normes fixées par la législation ou les limites d'action fixées en vue d'exclure des effets néfastes sur la santé des consommateurs, des animaux ou des plantes ;
- ils sont dangereux, c'est-à-dire probablement préjudiciables à la santé des consommateurs, des animaux et des plantes ou impropres à la consommation.

7.3 Actions pendant l'exécution de la recherche

En ce qui concerne **la santé des animaux ou des végétaux**, quand sont détectés des organismes pour lesquels la notification à l'AFSCA est obligatoire durant l'exécution de la recherche, ceci doit être immédiatement signalé à l'Unité locale de contrôle (ULC) de l'AFSCA dont dépend géographiquement le laboratoire ou l'équipe de recherche.

³ [Version consolidée](#)

⁴ https://www.ejustice.just.fgov.be/mopdf/2004/02/13_3.pdf#Page2

La notification se réalise en suivant les spécifications de l'arrêté ministériel du 22/01/2004. De plus, il sera adéquat d'en communiquer les résultats en parallèle au point de contact pour la recherche de l'AFSCA (researchcontactpoint@favv-afsca.be).

En ce qui concerne **la sécurité des aliments**, durant l'exécution de la recherche, les règles suivantes sont en vigueur :

- chaque non-conformité associée à un dépassement d'une norme ou d'une limite d'action doit être immédiatement signalée à l'Unité locale de contrôle (ULC) de l'AFSCA dont dépend géographiquement le laboratoire ou l'équipe de recherche. Ceci se réalise en suivant les spécifications de l'arrêté ministériel du 22/01/2004. De plus, il sera adéquat d'en communiquer les résultats en parallèle au point de contact pour la recherche de l'AFSCA (researchcontactpoint@favv-afsca.be).
- les produits qui sont considérés comme potentiellement dangereux/préjudiciables pour la santé du consommateur (mais pour lesquels un danger qui y serait détecté n'est pas encore couvert par une norme ou une limite d'action) devront faire l'objet d'une analyse de risques préalable. De tels résultats pourront donc être communiqués au point de contact pour la recherche de l'AFSCA (researchcontactpoint@favv-afsca.be) qui déterminera sur base d'une évaluation de risque si la notification à l'ULC doit être réalisée.

8 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Les informations ci-après concernent la protection de vos données personnelles. Il s'agit des données qui permettent de vous identifier directement ou indirectement.

Lorsque vous introduisez une proposition de projet, la cellule Recherche contractuelle collecte des données personnelles conformément à la législation en vigueur et l'approche du SPF Santé publique (<https://www.health.belgium.be/fr/protection-des-donnees-personnelles>).

8.1 Bases juridiques et finalités des traitements

Dans le cadre de la mission légale relative à l'octroi de subsides pour la recherche scientifique⁵, la cellule Recherche contractuelle collecte et traite des données personnelles afin de :

- vous informer (envoi de l'appel pour l'introduction de nouvelles propositions de projets) ;
- répondre à vos questions;
- traiter les propositions de projets et les projets qui vous concernent.

8.2 Données traitées

Des données personnelles sont recueillies et traitées automatiquement dans les situations reprises dans le tableau qui suit.

⁵ Arrêté royal de 18 novembre 2015 fixant les conditions d'octroi de subsides à la recherche scientifique en matière de sécurité des aliments et de politique sanitaire des animaux et végétaux

Situations	Données personnelles recueillies et traitées
Vous introduisez une proposition de projet, ou vous nous contactez via un formulaire électronique, par e-mail ou par téléphone.	Nom, prénom et adresse e-mail que vous encodez. Échange de messages via le formulaire de contact, via courriel et via CRAFT. Données techniques liées ou non à votre courriel ou introduction via CRAFT. Votre adresse postale pour l'envoi de documents et/ou publications.
Vous consultez les pages internet de la Recherche contractuelle.	Adresse IP

Les autres données personnelles qui peuvent faire l'objet d'un traitement sont reprises dans le registre public des traitements de données.

8.3 Durée de conservation

Les données relatives aux propositions de projets sont conservées par la cellule Recherche contractuelle jusqu'à 10 ans après la fin du projet. La durée de conservation des adresses IP est de 12 mois.

La politique en matière des cookies est décrite sur le site web du [SPF Santé publique](#).

8.4 Sécurité

Le SPF Santé publique garantit la sécurité (intégrité et confidentialité) de vos données personnelles. Elles sont protégées notamment contre l'accès non autorisé, l'utilisation illégitime, la perte et des modifications non autorisées.

À cet effet, des techniques et des procédures de sécurisation sont utilisées. Sur les plans physique, technique et organisationnel, les mesures appropriées sont prises afin de garantir un niveau de sécurité adapté aux risques.

8.5 Droit d'accès, de rectification, d'opposition et d'effacement

Vous avez des droits concernant les données personnelles que nous utilisons : le droit d'accès, le droit de rectification, le droit d'opposition et le droit à la suppression de données.

Pour exercer vos droits, adressez un e-mail (courriel) ou un courrier à notre délégué à la protection des données, accompagné d'un scan ou d'une copie de votre carte d'identité comportant votre signature :

SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement

Avenue Galilée 5/2

1210 Bruxelles

dpo@health.fgov.be

8.6 Réclamations

Si vous estimez que le SPF Santé publique n'a pas traité vos données personnelles conformément aux réglementations en vigueur, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de l'Autorité de protection des données :

Autorité de protection des données

Rue de la Presse 35

1000 Bruxelles

contact@apd-gba.be

9 DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS

AFSCA *Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire*

Cellule Recherche contractuelle

L'entité administrative du SPF Santé publique chargée

- de l'organisation et de la gestion de la procédure de sélection de projets au sein des domaines d'activité ;
- du suivi administratif, financier et scientifique des projets sélectionnés pour un financement.

CRAFT *Contractual Research Application & Follow-up Tool*

Plateforme numérique qui permet d'enregistrer les propositions de projets de manière centralisée et de suivre, de façon structurée, toutes les étapes d'un projet.

Collège d'experts

Un groupe d'experts qui procède à une évaluation scientifique des propositions de projets.

Comité d'évaluation

Le Conseil consultatif est composé de représentants du SPF Santé publique, de l'AFSCA et d'experts qui font partie des institutions universitaires des communautés. Le Comité d'évaluation conseille le ministre sur

- les conditions de l'appel ;
- l'attribution des subventions ;
- les procédures de sélection, de suivi et d'évaluation des projets.

Consortium

L'ensemble des institutions belges ou départements réalisant le projet de recherche, représenté par un coordinateur et les promoteurs.

Coordinateur

Le promoteur qui dirige le projet et agit comme personne de contact pour le consortium.

Domaines d'activité

Les domaines d'activité de la Recherche contractuelle sont la sécurité des aliments et la politique sanitaire des animaux et végétaux.

ECA *Enquête nationale de consommation alimentaire*

EFSA *European Food Safety Authority*

Autorité Européenne de Sécurité des Aliments

EPPO / OEPP *European and Mediterranean Plant Protection Organization*

Organisation Européenne et Méditerranéenne pour la Protection des Plantes

Promoteur

Le représentant d'une institution active au sein du consortium.

RF *Free Research*

Les projets de recherche libres, pour lesquels les promoteurs définissent la proposition de recherche.

RI *International Research*

Les projets de recherche transnationaux, dont les thèmes de recherche relèvent des domaines d'activité.

RT *Targeted Research*

Les projets de recherche thématique, dont les thèmes de recherche sont préalablement fixés par le ministre compétent.

SPF Santé publique

Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement

10 INFORMATION DE CONTACT

Pour des informations de contenu, vous pouvez contacter la cellule Recherche Contractuelle à l'adresse contractual.research@health.fgov.be.

Pour des problèmes techniques ou des questions concernant CRAFT, veuillez envoyer un courriel à contractual.research.craft@health.fgov.be.

ANNEXES



Annex 1: Research topics

Research topics RT projects

	TOPICS	Maximum duration (m)	Maximum grant (€)
	Animal Health		
1	Impact of vaccination as a tool to combat AMR in Belgium (VAX-AMR) Impact van vaccinatie als tool voor de bestrijding van AMR in België (VAX-AMR) Impact de la vaccination comme outil de lutte contre la RAM en Belgique (VAX-AMR)	18	€ 180,000
2	BVD: determining the optimal strategy for monitoring BVD after achieving free status (SAFE-BVD) BVD: het bepalen van de optimale strategie voor de bewaking van BVD na het behalen van de vrije status (SAFE-BVD) BVD : détermination de la stratégie optimale pour la surveillance de la BVD après l'obtention du statut indemne (SAFE-BVD)	36	€ 360,000
3	BOHV1: survival time in environment and airborne spread (IB-aiR) BOHV1: overlevingstijd in de omgeving en verspreiding via de lucht (IB-aiR) BOHV1 : survie dans l'environnement et transmission aérogène (IB-aiR)	24	€ 240,000
4	Survival time of LSDV on vectors with maintained infectivity for cattle (LSD VectR) Overlevingstijd van LSDV op vectoren met behoud van infectiviteit voor runderen (LSD VectR) Durée de survie du LSDV chez ses vecteurs avec maintien son infectivité pour les bovins (LSD VectR)	24	€ 240,000
5	Control of cleaning and disinfection of trucks (CDTruckCheck) Controle van de reiniging en desinfectie van vrachtwagens (CDTruckCheck) Contrôle du nettoyage et de la désinfection des camions (CDTruckCheck)	18	€ 180,000

	Plant Health		
6	Plant health risks of plants and plant products in passenger luggage (PASSPLANTRISK) Plantengezondheidsrisico's van planten en plantaardige producten in de bagage van passagiers (PASSPLANTRISK) Risques pour la santé des végétaux liés aux végétaux et produits végétaux dans les bagages des passagers (PASSPLANTRISK)	36	€ 360,000
7	Adjusting existing trapping protocols for the simultaneous detection of multiple quarantine insects of trees (MULTITRAP) Aanpassing van bestaande vangstprotocollen voor de gelijktijdige detectie van meerdere quarantaine-insecten van bomen (MULTITRAP) Adaptation des protocoles de piégeage existants pour la détection simultanée de plusieurs insectes de quarantaine des arbres (MULTITRAP)	24	€ 240,000
8	Harmful organisms of forests, fruit trees and ornamental plants – phytosanitary status and improvement of detection and diagnostic methods for selected species within the superfamily Coccoidea (SCATR-B) Schadelijke organismen van bossen, fruitbomen en sierbomen – fytosanitair statuut en verbetering van detectie- en diagnosetechnieken voor geselecteerde soorten van de superfamilie Coccoidea (SCATR-B) Organismes nuisibles des forêts, des arbres fruitiers et des plantes ornementales – statut phytosanitaire et amélioration des méthodes de détection et de diagnostic pour certaines espèces de la superfamilie Coccoidea (SCATR-B)	24	€ 240,000
	Food Safety		
9	Research on the presence of tire additives in vegetables and fish on the Belgian market (TAVEFISH) Onderzoek naar de aanwezigheid van bandenadditieven in groenten en vis op de Belgische markt (TAVEFISH) Recherche de la présence d'additifs de pneus dans les légumes et le poisson sur le marché belge (TAVEFISH)	24	€ 240,000
10	Prevalence and risk factors for salmonella in egg commerce (SPREAD) Prevalentie en risicofactoren voor salmonella in de eierhandel (SPREAD) Prévalence et facteurs de risque de salmonelle dans le commerce des œufs (SPREAD)	24	€ 240,000

11	Perillaldehyde in compound foods: concentrations, transfer from plant-based ingredients to final products, and stability (PERILLACONTAM) Perillaldehyde in samengestelde levensmiddelen: concentraties, overdracht van plantaardige ingrediënten naar eindproducten en stabiliteit (PERILLACONTAM) Perillaldéhyde dans les denrées alimentaires composées : concentrations, transfert des ingrédients végétaux vers les produits finis et stabilité (PERILLACONTAM)	24	€ 240,000
12	Contaminants in smoked foods (SMOCOFOOD) Contaminanten in gerookte levensmiddelen (SMOCOFOOD) Contaminants dans les denrées alimentaires fumées (SMOCOFOOD)	24	€ 240,000

Research topics RI projects: Euphresco – plant health

	Topics	Maximum duration (m)	Maximum grant (€) ⁱ
	Plant Health		
2026-A-512	Digital technologies for plant health surveillance and diagnostics: potential and opportunities	24	€ 70,000
2026-I-513	Climate change and plant health: moving beyond climate matching	24	€ 70,000
2026-A-520	Exploring metagenomic sequencing strategies on plant extracts to enhance detection and identification of bacterial plant pathogens	36	€ 150,000
2026-C-528	Optimising Monitoring and Control Strategies for the Priority Quarantine Pest <i>Popillia japonica</i>	24	€ 70,000
2026-E-532	VIRNET3: Community Network for practices in Plant Virology - From Theory to Practice	36	€ 150,000

ⁱ The FPS Health foresees **370,000 EUR** for the transnational call. Since five topics are included, there might be insufficient budget for certain topics.

1. Impact of vaccination as a tool to combat AMR in Belgium (VAX-AMR)

1. Impact van vaccinatie als tool voor de bestrijding van AMR in België (VAX-AMR)

1. Impact de la vaccination comme outil de lutte contre la RAM en Belgique (VAX-AMR)

Context

In the context of combating antimicrobial resistance (AMR), preventing diseases for which antibiotics are frequently and extensively prescribed is a key strategy. Alongside biosecurity, hygiene, and management, vaccination plays a crucial role.

In 2015, the World Organisation for Animal Health (WOAH) prioritized animal diseases for which vaccines could reduce antibiotic use in poultry, pigs, and aquaculture. A similar prioritization followed in 2018 for cattle, goats, and sheep. Building on the 79th UNGA political declaration on AMR, the WOAH Assembly adopted Resolution No. 29 « *Veterinary Vaccines and Vaccination. From science to action – reflections for change* ». One of its recommendations (No. 10) calls for updating the list of priority diseases for which vaccines can reduce antibiotic use and supporting member states in their commitment to define vaccination strategies with an implementation plan by 2030, in line with the UNGA declaration on AMR.

AMCRA indicates in its formularies whether vaccination is possible. As part of the One Health National Action Plan on AMR (OH NAP AMR), AMCRA will expand the formularies for animal diseases for which antibiotics are frequently and extensively used, along with infection prevention and control measures. The Federal Agency for Medicines and Health Products (FAMHP) foresees an action to investigate essential vaccines missing from the Belgian market and the barriers to their introduction. Within the OH NAP AMR framework, additional measures will be considered for farms that remain in the red zone even after mandatory coaching. Mandatory vaccination is one of the possible options.

Currently, there is no data on the vaccination coverage for animal diseases that significantly impact antibiotic use and AMR emergence, on barriers to vaccinating against these diseases, on the actual impact of vaccination on antibiotic use, on the impact on farm management and outcomes, etc. Research results will inform the development of an incentive-based and/or mandatory vaccination policy to further reduce antibiotic use, thereby supporting Belgium's commitment under the UNGA political declaration on AMR by 2030.

Reference

World Organisation for Animal Health. (2025). Resolution No. 29: Veterinary vaccines and vaccination. From science to action – reflections for change. WOAH World Assembly of Delegates, 92nd General Session. <https://www.woah.org/app/uploads/2025/05/gs92-2025-res-29-tech-technical-item-en-3.pdf>

Research questions

- Which bacterial or viral diseases for which vaccines have been developed (whether or not authorized/available on the European market) contribute to the use of antibiotics in pigs, poultry, and cattle (including veal calves) in Belgium? (*literature review and survey*)
- Against which of these diseases are animals vaccinated
 - on Belgian pig farms, and what is the vaccination coverage at sector level?
 - on Belgian cattle farms, and what is the vaccination coverage at sector level?
 - on Belgian broiler and breeder farms, and what is the vaccination coverage at sector level?

(*survey*)

- Which bacterial or viral diseases for which autogenous vaccines are used, produced and applied in accordance with European regulations contribute to the use of antibiotics in pigs, poultry, and cattle (including veal calves) in Belgium?
(literature review and survey)
- Against which of these diseases are animals vaccinated
 - on Belgian pig farms, and what is the vaccination coverage at sector level?
 - on Belgian cattle farms, and what is the vaccination coverage at sector level?
 - on Belgian broiler and breeder farms, and what is the vaccination coverage at sector level?*(survey)*
- Which diseases for which no (auto)vaccines have been developed and for which vaccination could be useful contribute to antibiotic use on pig, poultry, and cattle farms (including veal calves)?
(literature review and survey)
- What are the barriers to the use of vaccines (both authorized or autogenous) for infectious diseases that could reduce antibiotic use, from a socio-economic and technical perspective, both scientifically and from the viewpoint of farmers and veterinarians? *(literature review and survey)*
- What reduction in antibiotic use (percentage, BD100, total use, use of critically important antibiotics) can be expected in case of:
 - an increase in vaccination coverage per animal disease at sector level and specifically on high-risk farms where the disease is present, for diseases for which a vaccine is authorized in Europe or an autogenous vaccine can be developed?
 - the availability and use of vaccines for diseases for which no vaccine (neither authorized nor autogenous) is currently available?*(statistical analysis)*

Maximum grant: € 180,000

Maximum duration: 18 months

2. BVD: determining the optimal strategy for monitoring BVD after achieving free status (SAFE-BVD)

2. BVD: het bepalen van de optimale strategie voor de bewaking van BVD na het behalen van de vrije status (SAFE-BVD)

2. BVD : détermination de la stratégie optimale pour la surveillance de la BVD après l'obtention du statut indemne (SAFE-BVD)

Context

Since 2025, Belgium has implemented a national control program for bovine viral diarrhoea (BVD), primarily based on systematic virological testing of newborn calves. This strategy has led to a substantial reduction in the prevalence of persistently infected animals and herds, enabling Belgium to meet the European requirements for BVD-free status.

The current regulatory framework, comprising the Royal Decree of 18/9/2017 and the Animal Health Law (Regulation EU/2016/429), allows for both virological and serological surveillance strategies. While virological screening has proven highly effective, transitioning to serological surveillance or alternative methods such as slaughterhouse sampling and bulk milk testing could offer cost-effective solutions. However, these alternatives present potential risks, including reduced sensitivity for early detection and challenges in ensuring epidemiological representativeness.

Maintaining the BVD-free status is crucial for animal health, the reputation of the Belgian cattle sector, and international trade. Further research is needed to assess the epidemiological and economic implications of alternative surveillance strategies, ensure timely detection of new introductions, and provide a robust scientific basis for policy decisions.

The intended use of these results is primarily national, with relevance at European and international levels, particularly in informing surveillance frameworks and trade negotiations. Implementation is anticipated within three years, in line with policy planning cycles.

References

European Parliament & Council of the European Union. (2016). *Regulation (EU) 2016/429 of the European Parliament and of the Council of 9 March 2016 on transmissible animal diseases and amending and repealing certain acts in the area of animal health (Animal Health Law)*. Official Journal of the European Union, L 84, 1–208. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32016R0429>

Barrett, D., Clarke, A., O'Keeffe, K., Kellegher, P., Comerford, J., Lane, E., & Byrne, A. W. (2022). BVD seroprevalence in the Irish cattle population as the national BVD programme progresses toward eradication. *BMC Veterinary Research*, 18, 210. <https://doi.org/10.1186/s12917-022-03318-0>

Barrett, D., & Guelbenzu, M. (2023). Assessing the risk of re-emergence of BVD. *Veterinary Ireland Journal*, 13(1), 22.

Guelbenzu, M. (2022). The role of bulk tank milk testing in monitoring BVD and IBR. *Veterinary Ireland Journal* 12(6), 325.

Metcalfe, L. V. A. (2019). An update on the status of BVD control and eradication in Europe. *Journal of Veterinary Science & Medicine*, 7(1), 4.

Moennig, V., & Yarnall, M. J. (2021). The long journey to BVD eradication. *Pathogens*, 10(10), 1292. <https://doi.org/10.3390/pathogens10101292>

Schweizer, M., Stalder, H., Haslebacher, A., Grisiger, M., Schwermer, H., & Di Labio, E. (2021). Eradication of bovine viral diarrhoea (BVD) in cattle in Switzerland: Lessons taught by the complex biology of the virus. *Frontiers in Veterinary Science*, 8, 702730. <https://doi.org/10.3389/fvets.2021.702730>

Wang, Y., & Pang, F. (2024). Diagnosis of bovine viral diarrhea virus: An overview of currently available methods. *Frontiers in Microbiology*, 15, 1370050. <https://doi.org/10.3389/fmicb.2024.1370050>

Wernike, K., & Beer, M. (2022). International proficiency trial for bovine viral diarrhea virus (BVDV) antibody detection: Limitations of milk serology. *BMC Veterinary Research*, 18, 168. <https://doi.org/10.1186/s12917-022-03265-w>

Research questions

1. What epidemiological risks arise from phasing out systematic virological screening?
2. How quickly can new BVD introductions be detected under alternative surveillance scenarios?
3. Do serological methods provide equivalent sensitivity and specificity compared to virological testing?
4. What measures ensure epidemiological representativeness at herd level?
5. What is the economic trade-off between surveillance costs and the risk of BVD reintroduction?
6. Which control strategies are most effective in the event of new outbreaks?

Maximum grant: € 360,000

Maximum duration: 36 months

3. BOHV1: Survival time in environment and airborne spread (IB-aiR) 3. BOHV1: Overlevingstijd in de omgeving en verspreiding via de lucht (IB-aiR) 3. BOHV1 : Survie dans l'environnement et transmission aérogène (IB-aiR)

Context

The fight against IBR officially began in 2012, initially combining hyperimmunisation, screening and culling of infected animals. These measures have steadily reduced the number of infected herds. Since 2014, Belgium has acquired the European status of a Member State with an approved IBR program. To maintain this status and progress towards IBR-free status, all Belgian herds must comply with the definition of an IBR-free herd as defined in the Animal Health Law. One key condition for achieving the IBR-free status at herd level is the cessation of vaccination.

Disease-free herds gradually stopped vaccination, and today more than 95% of conventional herds (breeding herds) are disease-free, with most no longer vaccinating. However, over the past two years, the number of recontaminations has increased significantly, leading to the slaughter of entire herds because the virus circulates freely among these naive populations. In most cases, contamination is linked to trade and unintended contact with animals destined for fattening. In this context, non-compliance or insufficient compliance with biosecurity measures adds further risk.

Questions remain about the virus's ability to travel long distances while remaining virulent, as well as its survival in the environment. How long does it remain infectious on inert (boots, clothing, trucks) or organic materials (manure, grass)? What conditions – such as temperature, humidity or UV exposure - promote or reduce its survival? Answers to these questions could lead to revised biosecurity measures for pastures, quarantine, and transport.

Recent literature on virus survival, inactivation and airborne transmission is scarce; most studies date back more than 20 years, and field studies were conducted in IBR endemic context. Further research is needed to provide new insights into persistence and infectivity of the virus under different field conditions. Such knowledge would support improved strategies for eradication and prevention.

References

European Parliament & Council of the European Union. (2016). Regulation (EU) 2016/429 of the European Parliament and of the Council of 9 March 2016 on transmissible animal diseases and amending and repealing certain acts in the area of animal health (Animal Health Law). Official Journal of the European Union, L 84, 1–208. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32016R0429>

Damiaans, B., Renault, V., Sarrazin, S., Berge, A. C., Pardon, B., Saegerman, C., & Dewulf, J. (2020). A risk-based scoring system to quantify biosecurity in cattle production. *Preventive Veterinary Medicine*, 179, 104992. <https://doi.org/10.1016/j.prevetmed.2020.104992>

Gibbs, E. P. J., Rweyemamu, M. M., & Tucker, E. M. (1977). Bovine herpesviruses. Part I. Bovine herpesvirus 1. *Veterinary Bulletin*. 317-343.

Hage, J. J., Schukken, Y. H., Schols, H., Maris-Veldhuis, M. A., Rijsewijk, F. A., & Klaassen, C. H. (2003). Transmission of bovine herpesvirus 1 within and between herds on an island with a BHV1 control programme. *Epidemiology and Infection*, 130(3), 541–552.

Janzen, E. D., Smart, J. N., & Nicholson, H. H. (1980). Observations on an outbreak of infectious bovine rhinotracheitis in a bull test station. *Canadian Veterinary Journal*, 21, 24–27.

- Mars, M. H., de Jong, M. C., van Maanen, C., Hage, J. J., & van Oirschot, J. T. (2000). Airborne transmission of bovine herpesvirus 1 infections in calves under field conditions. *Veterinary Microbiology*, 76(1), 1–13. [https://doi.org/10.1016/s0378-1135\(00\)00218-2](https://doi.org/10.1016/s0378-1135(00)00218-2)
- Mars, M. H., Bruschke, C. J., & van Oirschot, J. T. (1999). Airborne transmission of BHV1, BRSV, and BVDV among cattle is possible under experimental conditions. *Veterinary Microbiology*, 66(3), 197–207. [https://doi.org/10.1016/s0378-1135\(99\)00009-7](https://doi.org/10.1016/s0378-1135(99)00009-7)
- Nylin, B., Madsen, K. G., & Rønsholt, L. (1998). Reintroduction of bovine herpes virus type 1 into Danish cattle herds during the period 1991–1995: A review of the investigations in the infected herds. *Acta Veterinaria Scandinavica*, 39(4), 401–413. <https://doi.org/10.1186/BF03547766>
- Verhoeff, J., & van Nieuwstadt, A. P. (1984). BRS virus, PI3 virus and BHV1 infections of young stock on self-contained dairy farms: Epidemiological and clinical findings. *Veterinary Record*, 114(12), 288–293. <https://doi.org/10.1136/vr.114.12.288>
- Vonk Noordegraaf, A., Buijtel, J. A., Dijkhuizen, A. A., Franken, P., Stegeman, J. A., & Verhoeff, J. (1998). An epidemiological and economic simulation model to evaluate the spread and control of infectious bovine rhinotracheitis in The Netherlands. *Preventive Veterinary Medicine*, 36(3), 219–238. [https://doi.org/10.1016/s0167-5877\(98\)00081-6](https://doi.org/10.1016/s0167-5877(98)00081-6)
- Wentink, G. H., van Oirschot, J. T., & Verhoeff, J. (1993). Risk of infection with bovine herpes virus 1 (BHV1): A review. *Veterinary Quarterly*, 15(1), 30–33. <https://doi.org/10.1080/01652176.1993.9694365>

Research questions

- Airborne transmission
 - How far can the virus be transmitted through the air under field conditions?
 - Which factors influence this distance?
 - Wind
 - Temperature and humidity
 - Topography of land and presence of buildings
- Virus survival
 - How long does the virus remain infectious in different environments?
 - Outdoors: depending on temperature, humidity and UV exposure?
 - Indoors (stables): on walls, in feed and straw, and in manure?
 - On common “moving” surfaces in cattle farming: boots, buckets, clothing, transport vehicles (eg. truck)?
 - This section offers an opportunity to seek collaboration with the CDTruckCheck research project.*
- Impact of viral load
 - To what extent does the viral load (concentration of BHV1) influence the duration of infectious survival of the virus under varying environmental conditions.

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

4. Survival time of LSDV on vectors with maintained infectivity for cattle (LSD VectR)
4. Overlevingstijd van LSDV op vectoren met behoud van infectiviteit voor runderen (LSD VectR)
4. Durée de survie du LSDV chez ses vecteurs avec maintien de l'infectivité pour les bovins (LSD VectR)

Context

Since a few months, Lumpy Skin Disease (LSD) has been present in France, Italy and Spain. There is an intense livestock trade with these three member states.

In the field, natural vectors of LSDV (Lumpy Skin Disease Virus) fly only for short distances. Therefore, under normal circumstances, these vectors would not easily reach Belgium on their own. However, the risk increases significantly if they are transported by trucks, airplanes, or other means. As we already know that several vectors capable of transmitting LSDV are present in Belgium and that livestock trade within the country is highly active, the introduction of LSDV on our territory could lead to a rapid spread of the disease.

It would be important to more precisely define:

- Which vectors are most relevant for Belgium;
- How long the virus remains infectious when carried by those vectors;
- Whether different vectors remain infectious for cattle;
- Which viral load is required to trigger outbreak.

Additionally, we need to assess whether insect control measures in trucks and on cattle would significantly reduce the risk, and how these measures should be applied to maximise efficiency. For example, when cattle are imported from high-risk areas, what are the best practices during transport and quarantine to minimize vector-related risks?

This information should be used to actively communicate within the cattle sector in Belgium and neighboring member states with similar entomological and meteorological conditions-, and to adapt or adopt legislation concerning biosecurity, finetuning the LSD contingency plan.

References

- Bianchini, J., Simons, X., Humblet, M. F., & Saegerman, C. (2023). Lumpy skin disease: A systematic review of mode of transmission, risk of emergence and risk entry pathway. *Viruses*, 15(8), 1622. <https://doi.org/10.3390/v15081622>
- Fay, P. C., Wijesiriwardana, N., Munyanduki, H., Sanz-Bernardo, B., Lewis, I., Haga, I. R., Moffat, K., van Vliet, A. H. M., Hope, J., Graham, S. P., & Beard, P. M. (2022). The immune response to lumpy skin disease virus in cattle is influenced by inoculation route. *Frontiers in Immunology*, 13, 1051008. <https://doi.org/10.3389/fimmu.2022.1051008>
- Kahana-Sutin, E., Klement, E., Lensky, I., & Gottlieb, Y. (2017). High relative abundance of the stable fly *Stomoxys calcitrans* is associated with lumpy skin disease outbreaks in Israeli dairy farms. *Medical and Veterinary Entomology*, 31(2), 150–160. <https://doi.org/10.1111/mve.12217>
- Kumar, N., Sharma, S., & Tripathi, B. N. (2025). Pathogenicity and virulence of lumpy skin disease virus: A comprehensive update. *Virulence*, 16(1), 2495108. <https://doi.org/10.1080/21505594.2025.2495108>

Sanz-Bernardo, B., Haga, I. R., Wijesiriwardana, N., Basu, S., Larner, W., Diaz, A. V., Langlands, Z., Denison, E., Stoner, J., White, M., Sanders, C., Hawes, P. C., Wilson, A. J., Atkinson, J., Batten, C., Alphey, L., Darpel, K. E., Gubbins, S., & Beard, P. M. (2021). Quantifying and modeling the acquisition and retention of lumpy skin disease virus by hematophagous insects reveals clinically but not subclinically affected cattle are promoters of viral transmission and key targets for control of disease outbreaks. *Journal of Virology*, 95(9), e02239-20. <https://doi.org/10.1128/JVI.02239-20>

Sanz-Bernardo, B., Suckoo, R., Haga, I. R., Wijesiriwardana, N., Harvey, A., Basu, S., Larner, W., Rooney, S., Sy, V., Langlands, Z., Denison, E., Sanders, C., Atkinson, J., Batten, C., Alphey, L., Darpel, K. E., Gubbins, S., & Beard, P. M. (2022). The acquisition and retention of lumpy skin disease virus by blood-feeding insects is influenced by the source of virus, the insect body part, and the time since feeding. *Journal of Virology*, 96(15), e0075122. <https://doi.org/10.1128/jvi.00751-22>

Sharma, P., & Kumar, D. (2025). Global expansion of lumpy skin disease: Transmission trends, economic consequences, and preventive measures. *Veterinary Research Communications*, 50(1), 22. <https://doi.org/10.1007/s11259-025-10954-y>

Sprygin, A., Pestova, Y., Wallace, D. B., Tuppurainen, E., & Kononov, A. V. (2019). Transmission of lumpy skin disease virus: A short review. *Virus Research*, 269, 197637. <https://doi.org/10.1016/j.virusres.2019.05.015>

Research questions

Key questions:

1. Which vectors of LSDV are already present in Belgium or capable of surviving in Belgium?
 - *Culex/Aedes*
 - *Musca/Stomoxes*
 - *Tabanus*
 - Others?
2. Can LSDV be transmitted by vectors temporarily accompanying other species (e.g., horses, ...) or transported in trucks, cars or airplanes?

What is the impact of vector control on LSDV transmission?

This section offers an opportunity to seek collaboration with the CDTruckCheck research project.

In vitro investigations:

3. How long do different viral strains survive on (mechanical vector) or in (biological vector) these vectors adapted to Belgium while retaining their infectivity?

If LSDV survives in the vector, where is it located?
4. What factors influence the survival time of the virus on or in the vector:
 - Virus-related: strain (e.g., clade 1 as in France, new Asiatic clade, ...), initial viral load
 - Vector-related: stage (ticks)
 - External conditions: temperature, humidity, UV exposure

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

5. Control of cleaning and disinfection of trucks (CDTruckCheck)

5. Controle van de reiniging en desinfectie van vrachtwagens (CDTruckCheck)

5. Contrôle du nettoyage et de la désinfection des camions (CDTruckCheck)

Context

For the transport of animals, the Animal Health Law requires that trucks and associated transport equipment be cleaned and disinfected in approved facilities. However, in practice, only a visual inspection of cleanliness is carried out. Studies have shown that pathogens may still be present and viable after this cleaning and disinfection process (CDP). This has also been shown in the research project RF 21/6346 SALMINF, entitled "Insight into the persistent nature of *Salmonella* Infantis in Belgian broiler industry as an aid in breaking the contamination cycles."

These vehicles travel through numerous farms and cover long distances within the country, as well as to and from other Member States and third countries. As a result, they serve as effective vectors for pathogens. Furthermore, the stress associated with transport is known to increase the risk of pathogen excretion by the animals.

It is therefore highly valuable to assess the effectiveness of cleaning and disinfection processes, not only for endemic diseases (such as *Salmonella*, IBR, PRRS) but also for exotic diseases such as Lumpy Skin Disease (capripoxviruses) or Foot and Mouth Disease. This evaluation is a crucial step in biosecurity for our food producing animals, both as potential victims and as sources of contamination for toxi-infections or animal diseases.

The objective of this research is to evaluate the available tools for monitoring the effectiveness of CDP, to determine how best to combine them, or to identify a need for new tools. The resulting test protocol must be practical and feasible in the field, as well as cost-effective for its implementation. Such a procedure would certainly be of interest to Member States for regulatory adaptation and could strengthen confidence in animal trade. For high-risk transport, more stringent procedures may be required.

References

European Parliament & Council of the European Union. (2016). Regulation (EU) 2016/429 of the European Parliament and of the Council of 9 March 2016 on transmissible animal diseases and amending and repealing certain acts in the area of animal health (Animal Health Law). Official Journal of the European Union, L 84, 1–208. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32016R0429>

Dewell, G. A., Simpson, C. A., Dewell, R. D., Hyatt, D. R., Belk, K. E., Scanga, J. A., Morley, P. S., Grandin, T., Smith, G. C., Dargatz, D. A., Wagner, B. A., & Salman, M. D. (2008).

Risk associated with transportation and lairage on hide contamination with *Salmonella enterica* in finished beef cattle at slaughter. Journal of Food Protection, 71(11), 2228–2232. <https://doi.org/10.4315/0362-028x-71.11.2228>

Frota, O. P., Ferreira, A. M., Rigotti, M. A., de Andrade, D., Borges, N. M. A., & Ferreira Júnior, M. A. (2020). Effectiveness of clinical surface cleaning and disinfection: Evaluation methods. Revista Brasileira de Enfermagem, 73(1), e20180623. <https://doi.org/10.1590/0034-7167-2018-0623>

Hansson, I., Dzieciolowski, T., Rydén, J., & Boqvist, S. (2025). Evaluation of cleaning and disinfection procedures on poultry farms. Poultry Science, 104(9), 105453. <https://doi.org/10.1016/j.psj.2025.105453>

Henry, A. E., Letellier, A., Côté, J. C., Desmarais, G., Lachapelle, V., Bergeron, N., Lewandowsky, S. L., & Fravallo, P. (2018). Overlooked sources of Salmonella contamination in the pig production network: Slaughterhouse yard pathways and mudguards and carpets from transport trucks. *Canadian Veterinary Journal*, 59(10), 1105–1108.

Huneau-Salaün, A., Scoizec, A., Thomas, R., Martenot, C., Schmitz, A., Pierre, I., Allée, C., Busson, R., Massin, P., Briand, F.-X., Guillemoto, C., Louboutin, K., Souchaud, F., Cherbonnel-Pansart, M., Niqueux, E., Grasland, B., Souillard, R., & Le Bouquin, S. (2022). Avian influenza outbreaks: Evaluating the efficacy of cleaning and disinfection of vehicles and transport crates. *Poultry Science*, 101(1), 101569. <https://doi.org/10.1016/j.psj.2021.101569>

Martinez, N., Corzo, C. A., Machado, G., Ekiri, A. B., Deza-Cruz, I., & Prada, J. M. (2025).

Truck cleaning and disinfection, and the risk of PRRSV dissemination in multi-site pig production systems in the United States: A network-epidemiological model approach. *Preventive Veterinary Medicine*, 240, 106539. <https://doi.org/10.1016/j.prevetmed.2025.106539>

Moazzami, M., Bergenkvist, E., Boqvist, S., Frosth, S., Langsrud, S., Møretrø, T., Vågsholm, I., & Hansson, I. (2023). Assessment of ATP-bioluminescence and dipslide sampling to determine the efficacy of slaughterhouse cleaning and disinfection compared with total aerobic and Enterobacteriales counts. *Journal of Food Protection*, 86(10), 100155. <https://doi.org/10.1016/j.jfp.2023.100155>

Omidbakhsh, N., Ahmadpour, F., & Kenny, N. (2014). How reliable are ATP bioluminescence meters in assessing decontamination of environmental surfaces in healthcare settings? *PLoS ONE*, 9(6), e99951. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0099951>

Research questions

- What tools are currently available to assess the effectiveness of cleaning and disinfection of trucks and other vehicles used transporting food producing animals?
 - First line assessment
 - Is the vehicle clean or not?
 - Are rapid tools such as ATP meters or colorimetric tests suitable for this purpose?
 - Is visual evaluation correlated with these first line tests?
 - Second line assessment
 - Which pathogens remain after cleaning and disinfection?
 - Which pathogens are of particular concern for ruminants?
Are these pathogens still infectious?
 - What techniques are most appropriate for detection?
(culture, PCR, whole-genome sequencing, DNA microchip, ...)
- What are the most suitable locations or materials to check after cleaning and disinfection?
 - Are there high-risk areas within the vehicle?
 - Should other objects be tested, such as boots, carpets, mudguards, or clothing?
- How can these tools and methods be used and/or combined to ensure their suitability for field conditions?
 - When is it necessary to identify specific pathogens (second line) and when is a simple “absent/present” test (first line) sufficient?

- What is reasonable to integrate into the routine practice of transporters and slaughterhouses in terms of
 - Completion time;
 - Cost;
 - Tests that are ready to use and suitable for on-site applications (at slaughterhouses or transport company).

Maximum grant: € 180,000

Maximum duration: 18 months

6. Plant health risks of plants and plant products in passenger luggage (PASSPLANTRISK) 6. Plantengezondheidsrisico's van planten en plantaardige producten in de bagage van passagiers (PASSPLANTRISK) 6. Risques pour la santé des végétaux liés aux végétaux et produits végétaux dans les bagages des passagers (PASSPLANTRISK)

Context

The growing globalization of trade and travel heightens the risk of introducing plant pests (fungi, viruses, insects, bacteria, nematodes). While the bulk of commercial trade in plants (and plant products) is closely monitored, passenger-imported goods enter mostly unchecked, as do the plant pests they may carry. Regarding insects, several “alarming” species—*Bactrocera dorsalis*, *Anastrepha obliqua* and *Leucinodes africensis*—have been identified in fruits and vegetables seized from the luggage of passengers traveling from outside the EU to Italy’s Campania Region between 2016 and 2021.

Plants for planting (including seeds) are prohibited in passengers’ luggage. Plant products such as fruits and vegetables are only allowed in luggage if they are accompanied by a valid phytosanitary certificate when entering the EU. Media campaigns have already been carried out to raise public awareness about the risks of moving plants and their associated pests during international travel, for instance the “Don’t Risk It” campaign by EPPO and the “#PlantHealth4Life” campaign by EFSA.

However, significant quantities of plants (and plant products) are seized each year by customs during luggage control actions (BaCon—Baggage Control—actions) in collaboration with the FASFC. These control actions take place mainly at Belgian airports but also at the international Brussels South train station and at the Zeebrugge cruise port. With only a limited number of control actions carried out each year, this may represent the ‘tip of the iceberg’ of what is actually imported via these pathways. Appropriate risk analysis is currently hindered by a lack of plant pest surveillance in goods intercepted in passengers’ luggage and by a lack of accurate identification and description of these goods.

The aim is to investigate the plant health risks associated with the illegal import of plants/plant products and related plant pests via passenger luggage from non-EU countries at Belgian entry points (airports, train stations, cruise ports...) during BaCon actions, in order to optimize future surveillance. Ideally, plant health risks associated with passengers entering Belgium via an intra-EU flight after first arriving in the EU at a major European hub should also be investigated.

To achieve this objective, researchers will need to accompany customs officers and FASFC inspectors in the field to sample seized plants and plant products. Before submitting an Expression of Interest, researchers are therefore asked to contact the Contractual Research Unit to obtain the contact details of the relevant person/unit at the FASFC. The full proposal must include a comprehensive plan based on the FASFC’s BaCon actions. The selection of the countries of origin of the controlled international flights/travels/cruises will be made after consultation with the competent authorities (FASFC and Customs) and should be as varied as possible (North America, Africa, Asia...).

References

EFSA. (n.d.). *#PlantHealth4Life campaign*. European Food Safety Authority. <https://www.efsa.europa.eu/en/plh4l>

EPPO. (n.d.). *Don’t risk it campaign*. European and Mediterranean Plant Protection Organization. https://www.eppo.int/RESOURCES/eppo_publications/don_t_risk_it

FASFC. (n.d.). *Plants and plant products in luggage: Import rules*. Federal Agency for the Safety of the Food Chain. <https://www.fasfc.be/import-belgium/going-holiday/plants-and-plant-products>

FASFC. (2024). *Contrôles à l'importation – Rapport d'activités 2024*. Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire. <https://favv-afsca.be/fr/publications/rapports-activites/2024/contrôles-importation>

Pace, F., et al. (2022). The Bugs in the Bags: The Risk Associated with the Introduction of Small Quantities of Fruit and Plants by Airline Passengers. *Insects*, 13(7), Article 617. <https://doi.org/10.3390/insects13070617>

Research objectives

- Estimate the scale of the illegal import of plants/plant products and related plant pests in Belgium from non-EU countries via passenger routes (airports, train stations, cruise ports...). Seized goods from checked and cabin luggage should be taken into account. If possible, the scale of passengers entering Belgium through an intra-EU flight directly after entering the EU at a European hub (Amsterdam-Schiphol, Frankfurt, Paris-Charles de Gaulle, Madrid...) should also be estimated.
- Characterise these illegal imports in terms of origin, the plant species concerned, the nature of the goods (tuber, seed, fruit, cut flowers, wooden product...), and the condition of the plant (product) (asymptomatic or symptomatic/infested).
- Analyse the seized materials to detect the presence of as many EU-quarantine plant pests as possible (fungi, viruses, insects, bacteria, nematodes).
- The detected plant pests that are possible hosts for other plant pathogens (e.g. insects transmitting viruses, nematodes living in symbiosis with fungi) should also be screened for the presence of EU-quarantine pests (viruses, bacteria...).
- Assess the viability of the detected plant pests.
- Assess the overall risk of import of plant pests via passengers from non-EU countries carrying plants and plant products illegally in their luggage, as well as the risk of spread into Belgian territory.

Maximum grant: € 360,000

Maximum duration: 36 months

7. Adjusting existing trapping protocols for the simultaneous detection of multiple quarantine insects of trees (MULTITRAP)

7. Aanpassing van bestaande vangstprotocollen voor de gelijktijdige detectie van meerdere quarantaine-insecten van bomen (MULTITRAP)

7. Adaptation des protocoles de piégeage existants pour la détection simultanée de plusieurs insectes de quarantaine des arbres (MULTITRAP)

Context

The Federal Agency for the Safety of the Food Chain (FASFC) maintains several trapping networks for the detection of quarantine insect pests of trees with the aim of achieving early detection and rapid eradication in case of a finding. As a result of the increasing risks associated with global trade and climate change, the number of quarantine insect pests for which EU Member States are obliged to conduct annual surveys is constantly increasing. In light of decreasing budgets at national as well as EU level, it becomes a significant challenge for the FASFC and the competent authorities in other EU Member States to conduct this growing number of surveys with sufficiently high confidence levels.

This research topic proposes to investigate the possibility of adjusting existing trapping protocols for the simultaneous detection of multiple quarantine insect pests of trees. This could, for instance, be achieved by adding attractants for other insect species to existing trap types or by placing additional trap types for other insect species at existing high-risk locations. Compatibility of high-risk locations, flight periods, trap types and attractants must be carefully considered. In this way, existing surveys for e.g. *Monochamus* spp. or *Anoplophora glabripennis* could be adjusted to also detect, for example, non-European Scolytinae or *Aromia bungii* with minimal additional cost, but many more opportunities are possible. In addition, the impact of systematically collecting and analysing all trapped insects, instead of only the suspicious ones as is usually done today, on the probability of detecting both target and non-target (i.e., unexpected) insects should be investigated. This is relevant for quarantine insects that are too small to be recognized by inspectors, such as the non-European Scolytinae, but it can also contribute to the detection of new harmful organisms that are not yet regulated.

Input information for this project consists of the current trapping protocols for single quarantine insect pests of trees by the FASFC, the complete list of EU quarantine insects defined in Commission Implementing Regulation (EU) 2019/2072, the pest survey cards provided by EFSA for a growing number of quarantine insect pests of trees, and the scientific literature on optimal trap types, available attractants and their potential interference when used in combination. Research proposals must be well aligned with the current FASFC trapping protocols. Therefore, researchers are advised to contact the Contractual Research Unit at the earliest possible stage to obtain the necessary details.

The overall aim of this project is to optimize the existing trapping networks for the detection of quarantine insect pests of trees, for example by identifying combinations of quarantine insects that could be surveyed together, in order to allow the FASFC to rationally expand its annual survey program in the most cost-efficient way.

References

EFSA. (n.d.). *Pest survey cards – Interactive gallery*. European Food Safety Authority. <https://efsa.maps.arcgis.com/apps/instant/filtergallery/index.html?appid=fe5cb24504f74af7839012586d61587b>

European Commission. (2019). *Commission implementing regulation (EU) 2019/2072 of 28 November 2019 establishing uniform conditions for the implementation of Regulation (EU) 2016/2031 as regards protective measures against pests of plants*. Official Journal of the European Union, L 319. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32019R2072> -

Research objectives

- Desktop study to identify the most suitable combinations of quarantine insect pests of trees that could be surveyed together, taking into account factors such as the compatibility of high-risk locations, flight periods, trap types and attractants, and to adjust the existing FASFC trapping protocols accordingly.
- Pilot studies, stand-alone or embedded within the annual FASFC surveys during two consecutive trapping seasons, to test the feasibility and effectiveness of the adjusted FASFC trapping protocols for the simultaneous detection of multiple quarantine insect pests of trees.
- Pilot studies, stand-alone or embedded within the annual FASFC surveys during two consecutive trapping seasons, to test the impact of systematically collecting and analysing all trapped insects instead of only the suspicious ones on the probability of detecting target and non-target insects. For feasibility reasons, the use of molecular instead of morphological identification could be explored.
- The expected financial impact, in terms of cost and man-hours per surveyed insect, of the adjusted multi-pest protocols compared with the current single-pest protocols.

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

8. Harmful organisms of forests, fruit trees and ornamental plants – phytosanitary status and improvement of detection and diagnostic methods for selected species within the superfamily Coccoidea (SCATR-B)

8. Schadelijke organismen van bossen, fruitbomen en sierbomen – fytosanitair statuut en verbetering van detectie- en diagnosetechnieken voor geselecteerde soorten van de superfamilie Coccoidea (SCATR-B)

8. Organismes nuisibles des forêts, des arbres fruitiers et des plantes ornementales – statut phytosanitaire et amélioration des méthodes de détection et de diagnostic pour certaines espèces de la superfamilie Coccoidea (SCATR-B)

Context

A list of so-called “quarantine pests” is established under the European phytosanitary legislation (Plant Health Law, Regulation (EU) 2016/2031) and defined in Annex II of Implementing Regulation (EU) 2019/2072. This list is regularly updated to reflect emerging phytosanitary threats, which may be identified through horizon-scanning activities.

The inclusion of a new organism on this list requires compliance with the quarantine criteria set out in the Plant Health Law. These criteria are assessed by specialized working groups with experts from the European Commission and Member States, based on pest risk analyses. In some cases, available data, whether from EFSA reports or Member State sources, remain incomplete.

This project proposes a proactive approach to address specific uncertainties identified by the FPS SPSCAE in the first half of 2025. The project focuses on certain pest species that may affect, among others, forest trees, fruit crops, or ornamental plants in Belgium. More specifically, the project will work on a reasoned selection of species from three insect families within the Coccoidea superfamily, enumerated below, for which significant knowledge gaps persist:

1. Diaspididae

Lepidosaphes spp. (notably *L. pini*, *L. piniphila*, *L. pitysophila* and *L. pineti*)

- Current data do not allow precise characterization of potential host plants, their distribution or the magnitude of associated impacts.
- Detection is operationally challenging (e.g. low visibility). Existing identification tools are considered insufficient (e.g. lack of validated molecular diagnostic protocols).
- Uncertainties remain regarding their presence status in the EU and their compatibility with local climatic conditions.
- Taxonomic ambiguities have been noted, particularly between *L. pitysophila* and *L. piniphila*.

2. Coccidae

Ceroplastes spp. (notably *C. rubens*)

- Knowledge gaps concern current geographic distribution, establishment potential under European climatic conditions, and reliable identification methods.
- Related species of the same genus are already present in Europe, but their presence and potential associated impacts in Belgium remain unclear.

Toumeyella spp. (notably *T. parvicornis*)

Although *T. parvicornis* is currently assessed at EU level as an RNQP, national measures are in place in Italy and France, and reports indicate significant impact. Maintaining high vigilance in Belgium is essential to justify its status as absent.

3. Pseudococcidae

Maconellicoccus spp. (notably *M. hirsutus*); *Pseudococcus* spp. (notably *P. cryptus*); *Nipaecoccus* spp. (notably *N. viridis*)

- Uncertainties persist regarding their presence and geographic distribution within the EU and/or their establishment potential under (semi-)protected conditions.
- Missing data on associated social, economic or environmental impacts; for some species, related species may already occur in Europe, but their presence and potential impacts in Belgium remain unclear.

Scale insects and mealybugs are difficult to detect and identify, and available control methods are limited. In Belgium, expertise and knowledge on these three insect families are still very limited.

References

European Food Safety Authority (EFSA). (2021). *Pest categorisation of Maconellicoccus hirsutus*. *EFSA Journal*, 20(1), e07024. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2022.7024>

European Food Safety Authority (EFSA). (2022). *Pest categorisation of Pseudococcus cryptus*. *EFSA Journal*, 20(3), e07145. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2022.7145>

European Food Safety Authority (EFSA). (2023). *Pest categorisation of Lepidosaphes pineti, L. pini and L. piniphila*. *EFSA Journal*, 21(11), e08408. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2023.8408>

European Food Safety Authority (EFSA). (2023). *Pest categorisation of Nipaecoccus viridis*. *EFSA Journal*, 21(1), e07770. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2023.7770>

European Food Safety Authority (EFSA). (2024). *Pest categorisation of Ceroplastes rubens*. *EFSA Journal*, 22(7), e08888. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2024.8888>

European Food Safety Authority (EFSA). (2025). *Horizon scanning for plant pests*. <https://www.efsa.europa.eu/en/topics/horizon-scanning-plant-pests>

Research objectives

1. Assessment of Geographic Distribution – presence in Belgium

- Update host plant lists for a motivated selection of species (*Lepidosaphes pini*, *L. piniphila*, *L. pitysophila*, *L. pineti*, *Ceroplastes rubens*, *Toumeyella parvicornis*, *Maconellicoccus hirsutus*, *Pseudococcus cryptus*, and *Nipaecoccus viridis*), map their distribution in Belgium, and determine optimal seasonal periods for trapping.
- Targeted inspections over two growing seasons will establish the phytosanitary status of these pests (distribution, observed impacts and other relevant observations). The inventory will also include other species from the families Coccidae, Diaspididae and Pseudococcidae, as well as those likely to be confused with the target species.

2. Development and Improvement of Detection and Identification Methods

- Develop detection methods, including the design and validation of species-specific identification protocols for the species listed under Objective 1 and others as deemed necessary, and contribute to the development of molecular tools.

3. Taxonomic Clarification

- For certain *Lepidosaphes* species, taxonomic uncertainties persist. Where possible, seek to clarify these through targeted analyses.

4. Communication and Awareness

- To ensure effective dissemination of phytosanitary information, develop awareness materials tailored to relevant stakeholders (including sector-specific communication tools).

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

9. Research on the presence of tire additives in vegetables and fish on the Belgian market (TAVEFISH)

9. Onderzoek naar de aanwezigheid van bandenadditieven in groenten en vis op de Belgische markt (TAVEFISH)

9. Recherche de la présence d'additifs de pneus dans les légumes et le poisson sur le marché belge (TAVEFISH)

Context

Tire wear particles, with global emissions estimated at 6 million tons per year, introduce various chemical substances into agricultural environments through atmospheric deposition, road runoff, and reclaimed wastewater. N-(1,3-dimethylbutyl)-N'-phenyl-p-phenylenediamine (6-PPD) is a widely used antioxidant in tires. Its transformation product, 6-PPD-quinone (6-PPDQ), has been identified as highly toxic to aquatic organisms. Additionally, benzothiazoles (BTHs) and diphenylguanidines (DPGs) are associated with endocrine disruption and potential genotoxicity in mammals (Breider *et al.*, 2025). The tire additive N,N'-diphenyl-p-phenylenediamine (DPPD) is linked to reproductive and developmental toxicity in rats (Wang *et al.*, 2025). More information on the environmental profiles, hazard identification, toxicological characteristics, transformation pathways, detection, mitigation, and sustainable alternatives of the contaminants 6-PPD and 6-PPDQ can be found in the review articles of Jiang *et al.* (2024), Somepalli and Andaluri (2025), and Yi *et al.* (2025). To illustrate soil contamination by tire wear particles, which increases the risk of tire additives entering the soil, reference is made to the study by Rødland *et al.* (2023). One of the objectives of this study was to investigate the occurrence of such particles in the soils along low traffic roads in rural areas (650-14250 vehicles per day). The researchers found high levels of tire wear particles in the soil samples: 2,000 – 26,400 mg/kg.

Breider *et al.* (2025) analysed eleven tire-related compounds in 100 vegetable samples from nine Swiss retailers, including leafy vegetables (lettuce, cabbage, spinach), root vegetables (onion, potato, carrot), and fruit vegetables (tomato, bell pepper, zucchini, pumpkin). According to the researchers, 31% of the 100 samples contained BTH, DPG, 1,3-dicyclohexylurea (DCU), or 6-PPD at levels exceeding the respective limits of quantification (LOQs) of 36,6 µg/kg, 0,2 µg/kg, 0,9 µg/kg and 0,3 µg/kg. The concentration ranges of BTH, DPG, DCU, 6-PPD, and 6-PPDQ were 63.93–278.87 ng/g (n = 3), 0.36–16.24 µg/kg (n = 18), 0.99–7.53 ng/g (n = 10), 0.36–13.14 µg/kg (n = 15), and 0.32–6.57 ng/g (n = 5) respectively. Daily intakes of DPG, DCU, 6-PPD, and 6-PPDQ from vegetables were estimated at 0–42.4, 0–57.7, 0–42.3, and 0–18.7 ng/person/day respectively. Although current toxicological data suggest no immediate health concerns, significant knowledge gaps remain regarding long-term toxicity. This study was recently highlighted in the Swiss media. Another study on occurrence of tire additives in vegetables was conducted by Sherman *et al.* (2024).

Tire additives have also been found in marine life. Ji *et al.* (2022) detected 6-PPD in snakehead (0.669 µg/kg) and weever (0.481 µg/kg) while they detected 6-PPDQ in Spanish mackerel (< LOQ with the LOQ equal to 1 µg/kg for 6-PPDQ). The same researchers investigated these tire additives in honey but did not detect them in that matrix. Wei *et al.* (2024) investigated ten tire additives and their transformation products in fish samples with total mean levels of 67 µg/kg. An average concentration of 5.5 µg/kg (wet weight) 6-PPD was found in one fish species, and 6-PPDQ was found in an average concentration of 0.26 µg/kg (wet weight) in another fish species. Higher mean concentrations of BTH and DPPD were measured, ranging respectively from 32 to 80 µg/kg and 1.9 to 33 µg/kg wet weight in different fish species. Mean concentrations of other tire additives and their transformation products can be read in table S14 of the study of Wei *et al.* (2024).

To further stress the concerns about tire additives as contaminants, it is noted that the Netherlands has conducted a risk management option analysis for 6-PPD and intend to submit a

restriction dossier to REACH; this can be seen in the latest version of the REACH *restriction roadmap*. In addition, a research project on the ecotoxicity of tire additives is currently ongoing in Switzerland, yet it does not address the presence of these additives in vegetables. The potential hazards and risks of the tire additive 6-PPDQ were recently discussed by the Emerging Risks Exchange Network (EREN) established at the European Food Safety Authority (EFSA). EREN concluded that 6-PPDQ is a hazard that should be prioritised for urgent characterisation.

There is currently no European regulation to prevent the presence of the mentioned tire additives in vegetables and fish. Furthermore, to our knowledge, no research is currently being conducted into the occurrence of tire additives in vegetables and fish on the Belgian market. Based on the above findings and concerns, and given the relatively high density of the Belgian road network and proximity of the sea, a risk assessment for the Belgian population regarding exposure to these additives through the consumption of vegetables and fish is therefore advisable in the long term. Due to insufficient toxicological data, the first step is to investigate the presence of these additives in vegetables and fish on the Belgian market.

References

- Breider, Y., et al. (2025). Assessment of tire-derived additives and their metabolites into fruit, root and leafy vegetables and evaluation of dietary intake in Swiss adults. *Journal of Hazardous Materials*, 494, 138432. <https://doi.org/10.1016/j.jhazmat.2025.138432>
- European Commission. (2025). REACH restriction roadmap (amendment 2025). https://single-market-economy.ec.europa.eu/document/download/4bea0b27-8e98-48c5-9224-fb9b8f2e99c1_en?filename=Restrictions%20Roadmap_amendment_2025.pdf
- Ecotox Centre Switzerland. (z.d.). Ecotoxicity of tire wear particles. <https://www.ecotoxcentre.ch/projects/sediment-ecotoxicology/ecotoxicity-of-tire-wear-particles>
- Jiang, L., et al. (2024). *Environmental profiles, hazard identification, and toxicological hallmarks of emerging tire rubber-related contaminants 6PPD and 6PPD-quinone*, 195, 108677. <https://doi.org/10.1016/j.envint.2024.108677>
- Ji, Y., et al. (2022). Exploration of emerging environmental pollutants 6PPD and 6PPDQ in honey and fish samples. *Food Chemistry*, 396, 133640. <https://doi.org/10.1016/j.foodchem.2022.133640>
- Rødland, E. K., et al. (2023). High levels of tire wear particles in soils along low traffic roads. *Science of the total environment*, 903, 166470. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2023.166470>
- Sherman, L. S., et al. (2024). Uptake of tire-derived compounds in leafy vegetables and implications for human dietary exposure. *Frontiers in environmental science*, 12, 1384506. <http://dx.doi.org/10.3389/fenvs.2024.1384506>
- Somepalli, V., & Andaluri, G. (2025). Transformation pathways, detection, removal, and sustainable alternatives of 6PPD and its quinone derivative (6PPDQ): A comprehensive review. *Emerging contaminants*, 11 (3), 100547. <https://doi.org/10.1016/j.emcon.2025.100547>
- Wang, X., et al. (2025). Tire-additive chemicals and their derivatives in urban road dust: Spatial distributions, exposures, and associations with tire and road wear particles. *Journal of Hazardous Materials*, 490, 137749. <https://doi.org/10.1016/j.jhazmat.2025.137749>
- Wei, X., et al. (2024). First Evidence of the Bioaccumulation and Trophic Transfer of Tire Additives and Their Transformation Products in an Estuarine Food Web. *Environmental Science & Technology*, 58(14), 6370–6380. <https://doi.org/10.1021/acs.est.3c10248>
- Yi, H., et al. (2025). Environmental fate, toxicity, and mitigation of 6PPD and 6PPD-Quinone: Current understanding and future directions. *Environmental pollution*, 375, 126352. <https://doi.org/10.1016/j.envpol.2025.126352>

Research question

To what extent are tire additives (such as DPG, 6-PPD, 6-PPDQ and BTH) present in vegetables and fish available on the Belgian market?

- Vegetables and fish to be analysed:
 - Preferably, include at least some of the vegetable species investigated in Breider *et al.* (2025), and, where feasible, complement these with samples of other vegetable species representative of Belgian consumer consumption patterns. A sufficient number of samples should be collected for each vegetable species. At least 20% of the vegetable samples should originate from vegetables grown in Belgium.
 - Include fish species which are representative of Belgian consumer patterns. At least 20% of the fish samples should consist of fish caught in the Belgian part of the North Sea and fish obtained through fishing or fish farming in Belgian inland waters.
 - The edible part of vegetables and fish should be analysed (see Commission Regulation (EU) 2023/915 for further details, e.g. for fresh fish the muscle meat has to be analysed). For vegetables, where possible, the peel should also be analysed in addition to the peeled vegetable for at least a subset of samples, as this would allow assessment of whether the tire additives are present only on the surface or also within the edible parts of the vegetable. For canned fish (e.g., sardines, mackerel) it is important that the entire homogenized content of the can is analysed, without removing any liquid.
- Tire additives to be analysed: At a minimum, the additives analysed should include those investigated in Breider *et al.* (2025). Where feasible, and if permitted by the analytical method, additional relevant additives may be included (see, for example, Sherman *et al.* (2024) and Wei *et al.* (2024)).
- Determination of origin and correlation analyses: The detailed origin should be determined for at least half of the samples of vegetables grown in Belgium and the fish farmed or caught in Belgian waters. Whenever feasible, ensure representativeness for the various regions of Belgium. Subsequently, assess those samples to identify any potential correlations between (a) the location where the vegetables were cultivated and the concentration of specific tire additives detected in these vegetables, and (b) the location where the fish were caught or farmed and the concentration of specific tire additives found in these fish.
- Standardization of results: Enter the analysis results into standardized templates to facilitate data transfer to the European Commission and EFSA.

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

10. Prevalence and risk factors for salmonella in egg commerce (SPREAD)

10. Prevalentie en risicofactoren voor salmonella in de eierhandel (SPREAD)

10. Prévalence et facteurs de risque de salmonelle dans le commerce des œufs (SPREAD)

Context

Salmonellosis is the second most common foodborne infection in Europe.

In Belgium, a monitoring and control programme for zoonotic salmonella has been implemented in the primary poultry sector for more than 20 years. Thanks to this intensive programme, the prevalence of zoonotic salmonella in poultry has decreased significantly. Nevertheless, several salmonellosis outbreaks are still detected each year in poultry farms, and foodborne outbreaks linked to the consumption of contaminated poultry eggs continue to be reported.

Currently, no monitoring or control programmes at the level of collection and packaging centres for table eggs. This represents a weakness for the safety of the food chain, as every stage of the poultry production chain can play an important role in reducing the risk of foodborne outbreaks. Gathering data on the prevalence of salmonella in the premises, on transport belts and equipment, as well as identifying associated risks factors, is therefore essential. Developing an efficient sampling protocol for these points in the egg trade sector would enable the establishment of a robust monitoring, prevention and control strategy at this stage of the chain.

References

Federal Agency for the Safety of the Food Chain (FASFC). (2016–2024). *Results of the salmonella control programme in poultry farms in Belgium*. <https://favv-afsca.be/en/themes/animals/animal-health/animal-diseases/salmonella>

European Food Safety Authority (EFSA). (2019–2023). *Salmonella in food and animals dashboard*. <https://www.efsa.europa.eu/en/microstrategy/salmonella-dashboard>

European Food Safety Authority (EFSA), & European Centre for Disease Prevention and Control (ECDC). (2024). *The European Union One Health 2023 Zoonoses Report*. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2024.9106>

Research objectives

- Collect data on the presence of salmonella in the premises, on the transport belts and on the equipment in collection and packaging centres for table eggs. The sampling strategy must be representative and reflect the specific characteristics of the establishments (e.g. capacity, egg origin) and cover all relevant production stages (e.g. transport, sorting, calibration, packaging), in both Wallonia and Flanders.
- Determine the serotype and antimicrobial resistance profile of all isolated Salmonella strains using whole genome sequencing (WGS), enabling comparison with isolates from humans, poultry, food and feed.
- Identify risk factors associated with the introduction and spread of salmonellosis in collection and packaging centres for table eggs, including risks linked to transport practices.
- Develop recommendations to prevent contamination within production lines and cross-contamination in collection and packaging centres for table eggs, including transport practices.

- Define the matrices to be sampled and develop a sampling protocol for detecting salmonella in the premises, on transport belts and equipment at collection and packaging centres for table eggs, including transport practices.

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

11. Perillaldehyde in compound foods: concentrations, transfer from plant-based ingredients to final products, and stability (PERILLACONTAM)

11. Perillaldehyde in samengestelde levensmiddelen: concentraties, overdracht van plantaardige ingrediënten naar eindproducten en stabiliteit (PERILLACONTAM)

11. Perillaldéhyde dans les denrées alimentaires composées : concentrations, transfert des ingrédients végétaux vers les produits finis et stabilité (PERILLACONTAM)

Context

In 2015, EFSA concluded that perillaldehyde (p-mentha-1,8-dien-7-al) is genotoxic *in vivo* (EFSA CEF Panel, 2015). Consequently, this substance was removed from the authorized list of flavoring substances (Commission Regulation (EU) 2015/1760). However, perillaldehyde naturally occurs in various foods such as citrus juices and peels and their oils, tea, peppermint, mint oil, ginger, bergamot, blueberries, lemongrass, lavender oil, loganberries, guava, blackberry, calamus, caraway seeds, and mastic leaf oil (Burdock and Fenaroli, 2010). Composite foods containing these ingredients, such as marmalade, cake with lemon zest, lemonade, gingerbread, and iced tea, may therefore contain perillaldehyde.

During the RT 19/07 FLAVOURAN project, a quantitative analytical method was developed for perillaldehyde in various matrices: dairy products, cakes and biscuits, non-alcoholic beverages, alcoholic beverages, and their non-alcoholic counterparts. This was completed by an initial screening of the presence of this substance in the selected matrices. It was found that perillaldehyde is present in various citrus-based beverages, with higher levels in industrial citrus fruit juices compared to freshly hand-squeezed citrus juices.

There is a clear need for additional data on the presence of perillaldehyde in compound foods on the Belgian market. These data are essential for establishing maximum levels in Annex III of Regulation (EC) No 1334/2008.

In addition, insight is needed into:

- the origin and localization of perillaldehyde in plant-based ingredients;
- the stability of perillaldehyde in different matrices during processing, storage, and consumption;
- and transfer mechanisms from plant-based ingredients to final products.

Literature shows that perillaldehyde is sensitive to various degradation mechanisms during processing and storage. Thermal processes can lead to the breakdown of perillaldehyde (Ning, Y., et al., 2024). Furthermore, photochemical degradation under the influence of UV and visible light has been demonstrated (Tateba et al., 1992).

These factors influence final concentrations in compound food and should be taken into account when elaborating reduction strategies.

References

Burdock, G. A. (2010). *Fenaroli's Handbook of Flavor Ingredients* (6e editie). CRC Press. <https://doi.org/10.1201/9781439847503>

Commission Regulation (EU) 2015/1760 of 1 October 2015 amending Annex I to Regulation (EC) No 1334/2008 of the European Parliament and of the Council as regards removal from the Union list of the flavouring substance p-mentha-1,8-dien-7-al. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2015/1760/oj/eng>

EFSA Panel on Food Contact Materials, Enzymes, Flavourings and Processing Aids (CEF). (2015). Scientific Opinion on Flavouring Group Evaluation 208 Revision 1 (FGE.208Rev1): Consideration of genotoxicity data on representatives for 10 alicyclic aldehydes with the α,β -unsaturation in ring/side-chain and precursors from chemical subgroup 2.2 of FGE.19. *EFSA Journal*, 13(7), 4173, 28 pp. <https://doi.org/10.2903/j.efsa.2015.4173>

European Parliament and Council. (2008). Regulation (EC) No 1334/2008 of 16 December 2008 on flavourings and certain food ingredients with flavouring properties for use in and on foods and amending Council Regulation (EEC) No 1601/91, Regulations (EC) No 2232/96 and (EC) No 110/2008 and Directive 2000/13/EC. *Official Journal of the European Union*, L 354, 34–50. <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2008/1334/oj/eng>

Ning, J., Sha, L., Zuo, Q., Wei, R., Sun, C., Wei, J., & Wang, M. (2024). Room-temperature stable perillaldehyde—Natural cyclodextrin inclusion complexes: Preparation, characterization, thermal stability, water solubility, antioxidant activity and slow-release performance. *Journal of Molecular Structure*, 1312, 138483. <https://doi.org/10.1016/j.molstruc.2024.138483>

RT 19/07 FLAVOURAN: Analysis of genotoxic flavouring substances in foodstuffs, conducted by Sciensano and UCLouvain, financed by the Federal Public Service Health, Food Chain Safety and Environment.

Tateba, H., Morita, K., Kameda, W., & Tada, M. (1992). Photochemical reaction of perillaldehyde under various conditions. *Bioscience, Biotechnology, and Biochemistry*, 56(4), 614–619. <https://doi.org/10.1271/bbb.56.614>

Research questions

- What is the concentration of perillaldehyde in compound foods on the Belgian market that contain ingredients in which this substance naturally occurs?
 - Develop a sampling plan.
 - Validate analytical methods for matrices that lack validation.
 - Enter analysis results into standardized templates to facilitate data transfer to the European Commission and EFSA.
- Perform intake calculations based on analysis data and determine which composite foods contribute most to the overall exposure to perillaldehyde among Belgian consumers.
- Formulate recommendations to reduce perillaldehyde levels in certain foods.
 - What is the origin and localization of perillaldehyde in plant parts used for food production?
 - What are the main factors influencing the transfer of perillaldehyde from plant ingredients to the final product?
 - What is the stability of perillaldehyde in different food matrices during processing, storage, and consumption?

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

12. Contaminants in smoked foods (SMOCOFOOD)

12. Contaminanten in gerookte levensmiddelen (SMOCOFOOD)

12. Contaminants dans les denrées alimentaires fumées (SMOCOFOOD)

Context

During the assessment of applications for smoke flavouring primary products, EFSA raised concerns with respect to genotoxicity or concluded that a safety concern regarding genotoxicity cannot be ruled out. These concerns are mainly related to the presence of furan-2(5H)-one, benzene-1,2-diol (catechol), styrene or benzofuran as components of the smoke flavouring primary product. As a result, the authorisations for smoke flavouring primary products are being phased out in accordance with Regulation (EU) 2024/2067.

Consequently, conventional smoking methods and the use of conventionally smoked ingredients, such as smoked spices and salts, are expected to increase. This will likely lead to an increased supply of these products.

The EU Commission has requested EFSA to assess the safety of food smoked by means of conventional smoking processes, in particular in view of the potential presence of components formerly identified as of concern in smoke flavouring primary products as well as other smoke-related contaminants of potential health concern. The use of smoked ingredients such as smoked spices, smoked yeast and smoked salt which are used as alternatives to smoke flavourings will also be included in the EFSA assessment.

Currently there is a significant lack of available analytical data, highlighting the need to gather additional information on contaminant profiles of these smoked foods. Although Regulation 2023/915 sets maximum levels for polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH) in smoked meat and meat products, smoked fishery products, and smoked bivalve molluscs, and PAH is already included in the official control program managed by the Federal Agency for the Safety of the Food Chain (FASFC), it remains important to include PAH in the project, as this will allow for a comprehensive assessment of the contaminant profile within the same set of samples and understanding of correlations. It is not known yet whether the 'Code of practice for the reduction of contamination of food with polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH) from smoking and direct drying processes (CXC 68-2009)' is also helping to limit contamination with other food smoking contaminants.

Considering this, the EU Commission will issue a monitoring recommendation regarding the monitoring of polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH), furan-2(5H)-one, 3-methyl-2(H)-furanone, 4-methyl-furan-2(5H)-one benzene-1,2-diol (catechol), 4H-pyran-4-one and benzofuran and other contaminants of relevance in foods smoked with the use of conventional smoking processes. This project is intended to constitute a Belgian contribution to this recommendation before the data submission deadline scheduled for June 2029.

Other relevant contaminants include:

- phenols (e.g. phenol (CAS 108-95-2); cresol (CAS 1319-77-3);guaiacol (CAS 90-05-1);syringol (CAS 91-10-01));
- formaldehyde (CAS 50-00-0);
- heterocyclic aromatic amines (i.e. 2-amino-3-methyl-3H-imidazo[4,5-f]quinoline (IQ, CAS 76180-96-6), 3,8-dimethylimidazo[4,5-f]quinoxalin-2-amine (MeIQx, CAS 77500-04-0) 2-amino-1-methyl-6-phenylimidazo[5-b]pyridine (PhIP, CAS 105650-23-5);
- β -carboline;
- acrolein (CAS 107-02-8);
- biphenyl (CAS 92-52-4).

The data will be used not only for risk assessment by EFSA, but also for the subsequent risk management such as setting or revising of maximum levels for contaminants in smoked food at EU level in regulation 2023/915. The setting of maximum levels according to the ALARA principle (as low as reasonably achievable) relies on a robust dataset of monitoring data. Belgian data will ensure that food on the Belgian market is taken into account and will support the FPS Health position on proposals for EU maximum levels and assist FASFC in preparing a risk-based official control plan.

The project should consider results from the FURANONE project, in which high levels of 2(5H)-furanone, 3-methyl-2(5H)-furanone, 4-methyl-2(5H)-furanone and 4H-pyran-4-one were found in smoked meat and fish. Another project that should be taken into account is RF 24/21 NOxyPAKS, which investigates the formation and occurrence of PAHs (and of their O-PAH and N-PAH derivatives) in food, including smoked food. The project started in January 2026.

Analytical methods for monitoring smoked food contaminants, developed in other EU laboratories, must also be considered.

References

European Commission. (2024). Commission Implementing Regulation (EU) 2024/2067 of 31 July 2024 amending Implementing Regulation (EU) No 1321/2013 as regards the removal of entries SF-001 to SF-010 from the EU list of authorised primary smoke flavouring products. *Official Journal of the European Union*, L 2067, 1 August 2024 https://eur-lex.europa.eu/eli/reg_impl/2024/2067/oj/eng

2024/DGAPF/CC/FURANONE: Study of the presence of furan-2(5H)-one and other substances in traditionally smoked meat, cheese, and fish, conducted by ULiège, financed by the Federal Public Service Health, Food Chain Safety and Environment.

RF 24/21 NOxyPAKS: Dietary exposure assessment of the Belgian population to polycyclic aromatic hydrocarbons and their nitro- and oxy- derivatives, conducted by Sciensano and ULiège, financed by the Federal Public Service Health, Food Chain Safety and Environment.

Research objectives

- Development of an analytical method for contaminants in conventionally smoked food
 - Where possible, include the contaminants as indicated in the Commission Recommendation on monitoring of polycyclic aromatic hydrocarbons (PAH), furan-2(5H)-one, 3-methyl-2(5H)-furanone, 4-methyl-2(5H)-furanone, benzene-1,2-diol (catechol), 4H-pyran-4-one and benzofuran and other relevant contaminants in foods smoked through the use of conventional smoking processes
- Monitoring of the target contaminants in conventionally smoked food (minimum 400 samples)
 - Development of a sampling plan (including smoked foods such as smoked meat and fish, smoked plant-based alternatives, smoked ingredients such as spices, and food containing smoked ingredients e.g. snacks/crisps)
 - sampling of smoked food on the Belgian market, detailed description of the samples
 - analysis of the samples
 - analysis of the obtained data, including analysis of profiles in food groups and analysis of correlations between contaminant levels in the same sample
 - analysis of batch-to-batch (different lot numbers) variation for a few chosen foods

- Preparation of the data in the appropriate format for transfer to EFSA
- If possible, contribute to recommendations for good food smoking practices (code of practice for the reduction of contamination of smoked food). Some relevant aspects concern the variability of contamination under different smoking conditions (temperature, duration, wood species, ventilation), the variability within the same batch (position inside the smoker, smoker load, actual temperature reached), the differences between smoker sizes (industrial versus small-scale/artisanal units), and the influence of the food's own composition (sugars, amino acids, and fat content).

The data will be used not only for risk assessment by EFSA, but also for the subsequent risk management such as setting or revising of maximum levels for contaminants in smoked food at EU level in regulation 2023/915. The setting of maximum levels according to the ALARA principle (as low as reasonably achievable) relies on a robust dataset of monitoring data. Belgian data will ensure that food on the Belgian market is taken into account and will support the FPS Health position on proposals for EU maximum levels and assist FASFC in preparing a risk-based official control plan.

Maximum grant: € 240,000

Maximum duration: 24 months

2026-A-512 Digital technologies for plant health surveillance and diagnostics: potential and opportunities

Short description

The rapid expansion of digital technologies, data-driven analytics, and artificial intelligence has fundamentally reshaped the landscape of surveillance and diagnostic capabilities across multiple domains. From environmental monitoring and infrastructure management to public health, agriculture, and security, digital tools now offer unprecedented precision, automation, and decision-support capacities. Yet, despite this technological progress, there is still a lack of consolidated knowledge concerning the scope, maturity, interoperability, and real-world performance of these emerging systems. This project aims to address that gap by conducting a comprehensive inventory and critical analysis of digital, AI-based, and smart technologies that enable enhanced surveillance and diagnostic functions. The project will systematically map key technological categories, including sensor networks, AI-driven imaging and pattern-recognition systems, digital diagnostic platforms, predictive analytics, robotics, and integrated “smart” ecosystems used for early-warning and monitoring. Particular attention will be given to tools that combine multiple data streams—such as high-frequency sensor readings, video and thermal imaging, user-generated data, and machine-learning models—to deliver timely insights about operational states, anomalies, or emerging risks. By identifying the state of the art, evaluating technological readiness levels, and examining practical use-cases, the project will develop a solid foundation for understanding both the potential and the limitations of current digital surveillance and diagnostic solutions. A core component of the project is the development of a structured classification framework that captures the diversity of available technologies. This framework will categorize tools according to their function (surveillance, diagnostics, prediction, decision support), data type (visual, acoustic, environmental, behavioural, biological), technical approach (rule-based, machine learning, deep learning, sensor fusion), and deployment environment (laboratory, field, industrial, urban, or remote). Alongside this classification, the project will investigate cross-cutting aspects such as scalability, accuracy, reliability, interoperability with legacy systems, cost-efficiency, ethical and privacy considerations, and the extent to which solutions rely on proprietary versus opensource components. Another important dimension concerns the integration of AI and automation into existing operational workflows. Many sectors now rely on semi-autonomous or fully autonomous analytical pipelines, where AI models continuously process incoming data and trigger alerts or recommendations. The project will evaluate how these systems are being used in practice, what levels of human oversight are maintained, and how uncertainty and model errors are managed. Case analyses of exemplary applications—from smart health diagnostics and industrial predictive maintenance to smart-city surveillance and agricultural disease detection—will reveal emerging best practices and recurrent challenges. The project will also explore the broader ecosystem in which these technologies develop. This includes assessing major research trends, commercial innovation, market availability, and the role of international standards and regulatory frameworks addressing digital surveillance and diagnostic tools. Special emphasis will be placed on data governance, transparency, accountability, and the risks associated with AI-driven monitoring systems, including algorithmic bias, cybersecurity vulnerabilities, and potential impacts on individual rights or social acceptance.

Description of the end product

The project will deliver a consolidated and critically informed overview of the current digital technology landscape. The results will support stakeholders—researchers, decision-makers, industry partners, and public authorities—in understanding which tools are available, how they function, what value they offer, and what gaps remain.

By identifying opportunities for innovation and areas requiring further research or regulation, the project will provide a strategic foundation for the responsible deployment of advanced digital technologies in surveillance and diagnostics.

Provisional other funders

This topic was introduced by Mr Baldissera Giovani from the Euphresco Network Office as a result of the consultations in the framework of the EUPHRESCO IIIⁱⁱ project. A list of provisional funders will be communicated after submission of the pre-proposal.

Maximum grant: € 70,000

Maximum duration: 24 months

ⁱⁱ This project has received funding from the European Union's HORIZON-WIDERA-2023-01-01 program under grant agreement No 101130467

Short description

In 2024 global temperatures were the hottest since records began and the global climate is changing at an increasing rate. Climate change poses one of the most pressing challenges for global plant health as it will influence plant health in numerous sometimes unpredictable ways including:

- stressing productive, urban and natural environments (e.g., drought, heat waves, heavy precipitation, strong winds)
- shifting global patterns of pest movement by trade and natural dispersal
- altering the environmental and biotic conditions affecting pest and pathogen dispersal, establishment, distribution and impact

Regulators and researchers have recognised the challenge of climate change for plant health (Luck et al. 2014, IPPC 2021, B3 2023, Kriticos et al. 2024a) but the magnitude, uniqueness and complexity of the challenges combined with limited research resources necessitates global collaboration, critical thinking and focusing on the most important issues. The situation is changing rapidly, and priorities need to be regularly reassessed. The climate challenge for plant health was emphasised in a recent special issue of the EPPO Bulletin (Kriticos et al. 2024a) which focuses attention on key impacts of climate change on pest risk assessment. However, current tools for integrating climate change impacts into pest risk assessments are largely focused on predicting pest and crop distributions under future climate scenarios (Kriticos et al. 2024b), often in continental environments. There is a need to think more broadly about climate change impacts on plant health and to address additional equally important research questions such as:

- The effects of extreme events (e.g. droughts, hurricanes, heat waves) on invasion pathways, natural enemies, pests, pathogens, weeds and the resilience of valued plants (e.g. stressed plants more amenable to colonisation)
- Changes in regional wind patterns affecting long distance dispersal of pests and pathogens (e.g. new and unexpected pathways)
- Finding or developing climatic data representing extreme events to help investigate the above issues
- Altered synchrony between natural enemies and their pest hosts leading to breakdowns in pest control
- Developing methods for predicting and managing challenges to plant health as land uses change
- Developing and assessing new methods for understanding and managing invasive species for plant health

This project will identify key areas where research can provide greatest benefits to plant health under climate change and coordinate relevant high priority research among Euphresco members/EUPHRESCO III partners. The project will:

- Bring together a global community of interest of active partners on plant health and climate change
- Develop a database of current active researchers and their projects
- Assess what research/application provides the most benefit for managing the impacts of climate change on plant health (i.e. prioritise activities) for different plant systems and different climate zones
- Develop collaborative programmes in prioritised activities across Euphresco members/EUPHRESCO III partners

References

B3. (2023). *Global Change and New Zealand Biosecurity*. <https://www.b3nz.org.nz/wp-content/uploads/2023/05/B3-Global-Change-and-New-Zealand-Biosecurity-Report-May-2023-2.pdf>

IPPC Secretariat. (2021). *Scientific review of the impact of climate change on plant pests – A global challenge to prevent and mitigate plant pest risks in agriculture, forestry and ecosystems*. Rome: FAO on behalf of the IPPC Secretariat. <https://doi.org/10.4060/cb4769en>

Kriticos, D. J., MacLeod, A., & Suffert, M. (2024a). Climate change: A guide for pest risk assessors and decision makers. *EPPO Bulletin*, 54.

Kriticos, D., Szyniszewska, A., Bradshaw, C., Li, C., Verykoui, E., Yonow, T., & Duffy, C. (2024b). Modelling tools for including climate change in pest risk assessments. *EPPO Bulletin*, 54, 38–51.

Luck, J., Campbell, I. D., Magarey, R., Isard, S., Aurambout, J. P., & Finlay, K. (2014). Climate change and plant biosecurity: Implications for policy. In *The Handbook of Plant Biosecurity: Principles and Practices for the Identification, Containment and Control of Organisms that Threaten Agriculture and the Environment Globally* (pp. 655–691).

Description of the end product

A global community of interest of active partners working together on priority activities to mitigate the impact of climate change on plant health

FPS Health funding opportunities

For the proposed research to be eligible for funding by FPS Health, it must fall within the competences of Contractual Research. The provisions outlined in section 3.1.3.1 for RF projects apply to all projects and should be consulted.

Provisional other funders

This topic was introduced by Ms Jassmine Zorrilla Fontanesi from the Euphresco Network Office as a result of the consultations in the framework of the EUPHRESCO IIIⁱⁱⁱ project, together with Mr David Teulon from the Ministry for Primary Industry, New Zealand. A list of provisional funders will be communicated after submission of the pre-proposal.

Maximum grant: € 70,000

Maximum duration: 24 months

ⁱⁱⁱ This project has received funding from the European Union's HORIZON-WIDERA-2023-01-01 program under grant agreement No 101130467

2026-A-520 Exploring metagenomic sequencing strategies on plant extracts to enhance detection and identification of bacterial plant pathogens
--

Short description

Metagenomic sequencing provides a powerful approach for microbial detection, community profiling and strain-level identification through direct sequencing (and assembly) of microbial genomes from environmental samples, bypassing traditional isolation methods. While initially focused on clinical applications, the technique is now increasingly considered in plant disease diagnostics, outbreak analysis, and epidemiological studies. In this context, it has the potential to facilitate faster and more robust detection of regulated bacterial plant pathogens such as *Ralstonia (pseudo)solanacearum*, *Pantoea stewartii* subsp. *stewartii*, and *Curtobacterium flaccumfaciens* pv. *flaccumfaciens*. Although metagenomics holds great promise for phytobacteriology, significant challenges must be addressed to fully realize its potential. These include the abundance of host plant DNA that can obscure the presence of the targeted pathogens, the lack of optimized sample preparation protocols, and the complexity of data analysis. This project aims to address these challenges by exploring possible solutions at multiple levels, including optimized DNA extraction from plant extracts to obtain DNA suitable for the chosen sequencing technology, reduction of plant-derived sequences, tailored sequencing strategies, and robust bioinformatic processing of the data. Case studies focusing on a selection of regulated bacterial plant pathogens will not only involve in-silico datasets and artificially infected samples, but will also assess the applicability of metagenomic sequencing strategies using naturally infected plant material (if available), thereby validating these approaches under realistic diagnostic conditions. The project will focus on the following activities:

1. Optimizing sample preparation protocols for metagenomic sequencing, targeting the reduction of plant DNA background or enrichment of bacterial DNA.
2. Production of comprehensive (*in-silico*) metagenomic sequencing datasets for analysis and training purposes.
3. Development and validation of dedicated bioinformatic pipelines for pathogen detection and identification from metagenomic data.
4. Sharing best practices, training materials, and validated protocols and pipelines with diagnostic laboratories, and promoting collaborative research into this emerging field.

Description of the end product

- 1) Improved protocols for microbial DNA enrichment and host DNA depletion from plant samples prior to metagenomic sequencing.
- 2) Curated metagenomic sequencing datasets to support further research, training, and pipeline development.
- 3) Detailed lab protocols and bioinformatic workflows published on open-source repositories.
- 4) Increased collaboration and knowledge sharing between laboratories, enhancing capabilities in outbreak analysis and epidemiological studies, and advancing the application of metagenomics in a phytosanitary context.

FPS Health funding opportunities

Insights from the Euphresco project RI 21/A-378 IVENAD “Inventory and Validation of quality control procedures for the Extraction of Nucleic Acids used for Diagnosis” (coordinator: Kris De Jonghe, ILVO) could be used to support activity 1.

Provisional other funders

This topic was introduced by Mr Kris De Jonghe from the Flanders Research Institute for Agriculture, Fisheries and Food, Belgium. A list of provisional funders will be communicated after submission of the pre-proposal.

Maximum grant: € 150,000

Maximum duration: 36 months

2026-C-528 Optimising Monitoring and Control Strategies for the Priority Quarantine Pest <i>Popillia japonica</i>
--

Short description

The Japanese beetle (*Popillia japonica*) is a quarantine pest in many countries and regions around the world and is already present in different locations. *Popillia japonica* is on the rise in Europe. Since 2025, there have been confirmed infestations in Germany, Slovenia, and France, in addition to Italy and Switzerland. This highly polyphagous beetle, capable of infesting nearly 400 plant species, poses a direct threat to key sectors, including vineyards and turf production. In recent years, various strategies have been developed to combat the Japanese beetle and its larvae. However, it is necessary to optimise *Popillia japonica* trapping tools and develop biological control solutions. To this end, the effectiveness of traps (e.g. TRECE and ECONEX) and attractants (e.g. Pherobank and Econex) could be compared and the optimal frequency for replacing pheromones could be determined. This data would support decision-making and improve the efficacy of monitoring. In addition, the project could explore biological control options, such as the tachinid fly *Istocheta aldrichii*. This approach could be used alone or in combination with other biological control measures as part of an integrated pest management strategy to manage *Popillia japonica*. Furthermore, in order to test antagonists, pesticides, and repellents against various stages of the Japanese beetle under controlled conditions, a Japanese beetle breeding program is required, including the year-round provision of live individuals. Such Japanese beetle breeding facilities are to be established in the quarantine stations (beginning of 2028) of the accredited project partners in order to start at the same level in different countries (milestone 1). Subsequently, previously agreed experiments against the Japanese beetle will be carried out (milestone 2). The aim is to achieve a coordinated approach among these countries, complying with standards for the reproducibility of promising results. Preparations, pesticides, and antagonists of the Japanese beetle that have been successfully tested in the laboratory will then be tested in green houses and as far as possible in field trials within infested areas in the partner countries (milestone 3). The use of these agents and the results of these trials will be meticulously documented. Close cooperation between project partners in various European countries will reveal which methods are particularly promising under which climatic, ecological, daily, and seasonal conditions and in combination with which other control approaches. The aim of this project is to provide countries suffering from Japanese beetle infestation with a catalog of successfully tested control strategies (milestone 4) to enable rapid, environmentally friendly, and effective action in infested areas.

Description of the end product

The aim of this project is to provide countries suffering from Japanese beetle infestation with a catalog of successfully tested control strategies to enable rapid, environmentally friendly, and effective action in infested areas.

FPS Health funding opportunities

Make sure there is no overlap with the Euphresco project 2023-C-423 MOMAPOJA “Further development of methods for the outbreak management of *Popillia japonica* that are in line with the plant protection product authorization in the EU” and the Belgian contribution RI 23/C-423 POJAMA “Integrated and sustainable methods for *Popillia japonica* management in Belgium” (Belgian coordinator: Louis Hautier, Walloon Agricultural Research Centre).

Provisional other funders

This topic was introduced by the French NPPO, Ministry of agriculture agro-food and forestry, General directorate for food, together with Ms Silke Steinmüller, Federal Ministry of Agriculture, Food and Regional Identity, Germany. A list of provisional funders will be communicated after submission of the pre-proposal.

Maximum grant: € 70,000

Maximum duration: 24 months

2026-E-532 VIRNET3: Community Network for practices in Plant Virology - From Theory to Practice

Short description

The Community Network project for practices in Plant Virology has been established under the wings of Euphresco in two subsequent projects (VIRNET, no. 2019-I-321 and VIRNET2, 2023 I- 430). These previous projects have been considered to be very successful and resulted in many fruitful interactions between researchers working in different countries worldwide. These projects have resulted in key areas of focus for implementing High Throughput Sequencing (HTS) including understanding the biological relevance of virus detections, closing the knowledge gaps on epidemiological data, and generating data needed to support pest risk assessment (PRA) for new and emerging viral pests. Through previous and running related Euphresco projects (e.g. 2024-I-465 Datasharing, 2018-A-293 PRONC, 2020-A-347 Virus Reservoirs, 2023-A-446 VIRNOTree, 2023-E-447 VALORHIGHTS), the advantages of having a network-based collaboration for building PRA-supporting data have been clearly demonstrated. Building on this foundation, this topic aims to translate the recommendations into concrete, practice-oriented examples, focusing on how both existing and newly generated data can be systematically exploited to improve risk assessment for viral pests. The open atmosphere during the meetings will be crucial to the collaborative work needed to generate the next epidemiological data to support risk assessment by using the range of skills available through different project partners.

Results from the abovementioned projects should be considered to avoid overlap and find synergies.

Amongst other issues we would like to accommodate two side-projects in this extension of VIRNET, for which participation is optional:

1) Generating an inventory of virus species in vegetatively propagated ornamentals. Recent detections have highlighted the presence of regulated pests, including begomoviruses, in vegetatively propagated ornamentals; however, their extent of distribution and presence across different hosts is not currently known. We aim to build an inventory of viruses in vegetatively propagated ornamentals, using both data generated from partner labs but also from data mining. This will insight into virus presence, diversity, and potential spread, supporting risk assessment and contributing to a more proportional and risk-based phytosanitary policy.

2) Unlocking dormant public data for pest risk assessment. Publicly available genomic databases and scientific literature contain substantial, yet unexploited information on the geographical distribution of pests. Recent advances in data mining methodologies, together with the rapid development and performance gains of Large Language Models (LLMs), now offer a realistic opportunity to exploit these dormant public data. We can apply automated data mining approaches to major public repositories, combined with optimized LLM-based information to generate a raw database of geographical information at country level for a large number of virus species. The outputs will be refined through a collaborative curation process involving the plant virology community, leading to a high-quality, expert-validated database of country-level virus occurrence. The curated dataset will be made available for integration into established plant health information systems.

Description of the end product

Annual network meeting, data in support of risk assessment and associated publication

FPS Health funding opportunities

FPS Health welcomes projects that focus on side project 1 (generation of an inventory of virus species in vegetatively propagated ornamentals). Side project 2 (unlocking dormant public data) can also be integrated but is of a lesser priority for FPS Health. The VIRNET follow-up work is not prioritised by FPS Health.

Provisional other funders

This topic was introduced by Mr Maikel Aveskamp from the National Plant Protection Organization, Food and Consumer Products Safety Authority, the Netherlands. A full list of provisional funders will be communicated after submission of the pre-proposal.

Maximum grant: € 150,000

Maximum duration: 36 months



Annex 2: Application form RT pre-proposal (step 1)



This document serves as a template. Please download the word document from the online application tool CRAFT and complete it carefully. Upload your application to the designated location in CRAFT.

Important formatting requirements:

The layout of the application must remain unchanged. This includes:

- Paper margins, font type and size: do not alter the predefined settings
- Paragraph structure: maintain the original alignment and spacing.
- No footnotes or endnotes
- No appendices

Grey italic text is provided for clarification purposes only and should be deleted from the final submission.

Targeted Research, step 1 RT PRE-PROPOSAL

Maximum 7 pages

Acronym

as defined in topic description

Title of the project proposal

Project duration .. months

Total budget €

Requested grant €

(rounded to the nearest thousand euros)

1. IDENTIFICATION OF THE COORDINATOR

Last name, First name :
Institution, Department :

Is this research conducted in a consortium of Belgian research institutions? YES / NO

If YES, list the promoters (name and institution).

Limit the consortium's composition to individuals who play a key role in supervising or leading the tasks assigned to the participating research groups.

2. CONTEXT OF THE PROJECT PROPOSAL

2.1 Description of the context

What is the problem addressed by this proposal? What are its underlying causes? Why is this issue relevant at this moment?

2.2 Involvement in the research activities and expertise

For each partner / research group:

Describe your expertise in the field, including relevant previous or current research activities and network memberships. Explain your involvement in the research activities of the project and how your expertise contributes to the tasks assigned to your research group.

3. RESEARCH QUESTIONS/OBJECTIVES

3.1 Research questions/objectives

Formulate the main research questions and/or objectives using bullet points. These should clearly reflect the overall aim of the research.

3.2 Justification for submission under this topic

If the proposal does not fully address or goes beyond the objectives/research questions outlined in the topic description, provide a clear and well-reasoned justification.

4. DESCRIPTION OF THE PROJECT PROPOSAL

This section forms the core of the project proposal. Present a clear well-structured description of the proposal, ensuring that it can be objectively compared with competing proposals within the same topic. This description should leave no room for ambiguity regarding the aims, approach and anticipated outcomes. Where relevant, brief references may be included in the text (e.g. Johnson et al., 2022).

4.1 Methodology

Structure the methodology by work packages and tasks, clearly explaining their objectives, content, and interrelations. Indicate whether the proposed methodology has been applied previously by the applicants or by other researchers.

4.2 Available scientific evidence and/or data in relation to the proposed research

Describe the existing scientific evidence relevant to the proposed research, indicating whether previous studies have yielded convincing elements that can serve as a starting point. Indicate which data and/or prior knowledge are required to carry out the research, whether these data already exist and are accessible (e.g. through databases or other sources), and how they will be obtained.

4.3 Use of results and expected impact

Specify the intended use of the results (contribution to decision-making processes, policy recommendations, risk assessments, development or improvement of procedures/services, scientific publications, etc.).

Describe in explicit terms how the expected results will support the authorities in evidence-based policymaking whether directly or indirectly and specify the anticipated contribution across short-, medium- or long-term horizons.

4.4 Scientific and technical innovation

Explain in what respect the current research proposal is scientifically and technically innovative compared to existing research. Highlight any novel methodologies, technologies, integration or concepts.

4.5 Risks, mitigation measures and compulsory notification

Describe potential risks and mitigation strategies.

Draw special attention to risks associated with the detection of notifiable animal or plant diseases or market samples analysis that could reveal any non-conformity, subject to compulsory notification.

4.6 Personnel deployment

Institution	Level of education	Person-Months (PM)



Annex 3: Application form RT full proposal (step 2)



This document serves as a template. Please download the word document from the online application tool CRAFT and complete it carefully. Upload your application to the designated location in CRAFT.

Important formatting requirements:

The layout of the application must remain unchanged. This includes:

Paper margins, font type and size: do not alter the predefined settings

Paragraph structure: maintain the original alignment and spacing.

No footnotes or endnotes

No appendices

Grey italic text is provided for clarification purposes only and should be deleted from the final submission.

Targeted Research, step 2 RT FULL PROPOSAL

Maximum 30 pages

CODE and ACRONYM RT 26/..

Title of the project proposal

Project duration .. months

Total budget €

Requested grant €

(rounded to the nearest thousand euros)

If appropriate:

percentage of total budget %

(rounded to two decimal places)

origin / nature of own contribution

Proposed start date .. /.. /....

Earliest possible date 1 April 2027, subject to research plan, availability of personnel and resources, and any seasonal constraints.

1. IDENTIFICATION OF THE CONSORTIUM

Coordinator

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 2 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 3 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 4 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 5 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

2. HISTORY OF CHANGES

Have significant changes – based on the recommendations provided in the invitation for step 2 – been incorporated into the full proposal compared to the pre-proposal? YES/NO

Important: Any changes not stemming from prior recommendations require mandatory prior consultation with the designated scientific advisor.

Please indicate the section(s) concerned, nature of the change(s) and justification for the modification(s).

3. GENERAL INFORMATION

3.1 Description of the context

What is the problem addressed by this proposal? What are its underlying causes?

What is the state of the art, and which are the knowledge gaps this research builds upon?

3.2 Summary of the project proposal

3.3 Research questions/objectives

Formulate the main research questions and/or objectives using bullet points. These should clearly reflect the overall aim of the research. Provide the information in English and Dutch or French.

[EN]

[NL/FR]

3.4 Justification of the submission under this topic

If the proposal does not fully address or goes beyond the objectives/research questions outlined in the topic description, provide a clear and well-reasoned justification.

3.5 Available scientific evidence and/or data in relation to the proposed research

Describe the existing scientific evidence relevant to the proposed research, indicating whether previous studies have yielded convincing elements that can serve as a starting point. Indicate which data and/or prior knowledge are required to carry out the research, whether these data already exist and are accessible (e.g. through databases or other sources), and how they will be obtained.

3.6 Use of results & expected impact

Specify the intended use of the results (contribution to decision-making processes, policy recommendations, risk assessments, development or improvement of procedures/services, scientific publications, etc.). Describe in explicit terms how the expected results will support the authorities in evidence-based policymaking whether directly or indirectly and specify the anticipated contribution across short-, medium- or long-term horizons.

3.7 Scientific and technical innovation

Explain in what respect the current research proposal is scientifically and technically innovative compared to existing research. Highlight any novel methodologies, technologies, integration or concepts.

3.8 Risks, mitigation measures and compulsory notification

Describe potential risks and mitigation strategies. Draw special attention to risks associated with the detection of notifiable animal or plant diseases or market samples analysis that could reveal any non-conformity, subject to compulsory notification.

4. SPECIFIC INFORMATION

4.1 Scientific and operational methodology

This section constitutes the core of the research proposal and must provide a comprehensive description of the research activities planned for the entire duration of the project.

The description should include following key elements:

- *Comprehensive description of the proposed research: subdivide the research into work packages (WP) and (sub)tasks, clearly explaining their objectives, content, and interrelations;*
- *Methods and technologies: describe the proposed methods/technologies, including their respective advantages, limitations, risks and possible alternative approaches;*
- *Sampling plan (if applicable);*
- *Milestones and deliverables: define the milestones and deliverables to be achieved, and link them to any potential reorientations in the research program where applicable;*
- *Chronogram: provide a detailed timeline for the research activities using the following structure:*

WP Task	Year 1				Year 2				Year 3				Year 4				Total budget per WP*
	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	
WP 1																	
T1.1.																	
T1.2.																	
...																	
WP 2																	
T2.1.																	
T2.2.																	
T2.3.																	
WP 3																	
...																	

t trimester

WP work package

T task

* Total budget per work package (staffing, operational and general costs)

4.2 Structure and organisation of the research

Provide a detailed description of how the research will be structured and organised. Indicate the distribution of tasks among the consortium partners using the table below:

WP Task	Description	Responsible institution(s)	Education level	PM
WP 1				
T1.1.				
T1.2.				
....				
WP 2				
T2.1.				
T2.2.				
T2.3.				
...				

WP work package

T task

PM person-months

4.3 Collaboration, complementarity, and parallel applications

Indicate any collaboration with other partners and participation in networks that are relevant and beneficial to this research proposal. Specify whether collaboration in the frame of this project is planned, or whether complementarity with other research initiatives exists.

State whether your research proposal (or any sub-project) has been submitted to or another funding institution besides FPS Health. If so, provide project title, duration, the funding organisation, research partner(s). List the research questions and intended milestones.

Parallel funding for the same research activities is strictly prohibited. Applicants must ensure that no double funding occurs. Failure to disclose parallel applications or funding may result in ineligibility or withdrawal of the grant.

4.4 Own research and publications

Provide a summary of your (or the consortium's) current and previous research related to the research topic.

In addition, list your publications in peer-reviewed international journals from the past five years that are relevant to this field of research. For each publication, provide the full citation and DOI or link, if available.

5. GUIDANCE COMMITTEE COMPOSITION

Propose at least eight members for the Guidance Committee, which will monitor the scientific progress of the project. This committee has a scientific character; therefore, only individuals with a technical-scientific background or professional experience relevant to the proposed research should be included.

Full name	Affiliation	Email

6. ADMINISTRATIVE INFORMATION

6.1 Contract Signatories

Provide the name and identification details of all persons who will be required to sign the contract if the project is deemed favourable for funding.

Institution coordinator	Located at	Name representative institution coordinator	Position
.....			
		Name coordinator	Position
			
Institution promoter 2		Name representative institution promoter 2	Position
.....			
Institution promoter 3		Name representative institution promoter 3	Position
.....			
Institution promoter 4		Name representative institution promoter 4	Position
.....			
Institution promoter 5		Name representative institution promoter 5	Position
.....			

6.2 Identification and bank details of the coordinating institution

Company registration number :
IBAN :
BIC :
Name and address of the account holder :

7. BIBLIOGRAPHY



Annex 4: Application form RF pre-proposal (step 1)



This document serves as a template. Please download the word document from the online application tool CRAFT and complete it carefully. Upload your application to the designated location in CRAFT.

Important formatting requirements:

The layout of the application must remain unchanged. This includes:

- Paper margins, font type and size: do not alter the predefined settings
- Paragraph structure: maintain the original alignment and spacing.
- No footnotes or endnotes
- No appendices

Grey italic text is provided for clarification purposes only and should be deleted from the final submission.

Free Research, step 1

RF PRE-PROPOSAL

Maximum 7 pages

Acronym

Title of the project proposal

Principal field of activity	Additional field(s) of activity
<i>(use tick box – tick only one)</i>	<i>(use tick box)</i>
☐ Food safety	☐ Food safety
☐ Animal health	☐ Animal health
☐ Plant health	☐ Plant health

Project duration

.. months

Total budget

€

Requested grant

€

(rounded to the nearest thousand euros)

1. IDENTIFICATION OF THE COORDINATOR

Last name, First name :

Institution, Department :

Is this research conducted in a consortium of Belgian research institutions? YES / NO

If YES, list the promoters (name and institution).

Limit the consortium's composition to individuals who play a key role in supervising or leading the tasks assigned to the participating research groups.

2. CONTEXT OF THE PROJECT PROPOSAL

Is it a resubmission of an earlier project proposal? YES / NO

If YES, please provide the following details:

Submitted in (year):

Acronym:

Title:

Main modifications

Summarise the main modifications made to the proposal, indicating how these changes address previous feedback or recommendations.

2.1 Description of the context

Describe the problem addressed by this proposal and its underlying causes. Explain to what extent the issue represents a significant and/or frequent problem with broad implications, and whether it does or could pose a substantial threat to animal health, plant health or food safety. Clearly indicate the knowledge gaps that justifies the need for new or additional scientific evidence.

2.2 Involvement in the research activities and expertise

For each partner / research group:

Describe your expertise in the field, including relevant previous or current research activities and network memberships. Explain your involvement in the research activities of the project and how your expertise contributes to the tasks assigned to your research group.

3. RESEARCH QUESTIONS/OBJECTIVES

Formulate the main research questions and/or objectives using bullet points. These should clearly reflect the overall aim of the research. Where appropriate, include a clear research hypothesis.

4. RELEVANCE AND EXPECTED IMPACT

4.1 Financial and societal impact

Assess the potential of the research results to reduce financial burden associated with the problem and optimize the use and effectiveness of current resources.

Does the research respond to pressing societal concerns and align with the expectations of stakeholders in the relevant sector?

4.2 Potential solutions and implementation

Describe whether and how the proposed research can deliver actionable solutions to the identified problem and address the threats or aspects mentioned above. Indicate whether these solutions can be implemented in the short, medium, or long term and whether implementation is acceptable and feasible for the sector concerned.

4.3 Use of results and relevance for authorities' decisions

Specify the intended use of the results (contribution to decision-making processes, policy recommendations, risk assessments, development or improvement of procedures/services, scientific publications, etc.). Describe in explicit terms how the expected results will support the authorities in evidence-based policymaking, whether directly or indirectly, and specify the anticipated contribution across short-, medium- or long-term horizons.

5. DESCRIPTION OF THE PROJECT PROPOSAL

This section forms the core of the project proposal. Present a clear and well-structured description of the proposal. This description should leave no room for ambiguity regarding the aims, approach and anticipated outcomes. Where relevant, brief references may be included in the text (e.g. Johnson et al., 2022).

5.1 Methodology

Structure the methodology by work packages and tasks, clearly explaining their objectives, content, and interrelations. Indicate whether the proposed methodology has been applied previously by the applicants or by other researchers.

5.2 Available scientific evidence and/or data in relation to the proposed research

Describe the existing scientific evidence relevant to the proposed research, indicating whether previous studies have yielded convincing elements that can serve as a starting point. Indicate which data and/or prior knowledge are required to carry out the research, whether these data already exist and are accessible (e.g. through databases or other sources), and how they will be obtained.

5.3 Scientific and technical innovation

Describe in what respect the proposal is scientifically and technically innovative compared to existing research. Highlight any novel methodologies, technologies, integration or concepts.

5.4 Risks, mitigation measures and compulsory notification

*Describe potential risks and mitigation strategies.
Draw special attention to risks associated with the detection of notifiable animal or plant diseases or market samples analysis that could reveal any non-conformity, subject to compulsory notification.*

5.5 Personnel deployment

Institution	Level of education	Person-Months (PM)



Annex 5: Application form RF full proposal (step 2)



This document serves as a template. Please download the word document from the online application tool CRAFT and complete it carefully. Upload your application to the designated location in CRAFT.

Important formatting requirements:

The layout of the application must remain unchanged. This includes:

Paper margins, font type and size: do not alter the predefined settings

Paragraph structure: maintain the original alignment and spacing.

No footnotes or endnotes

No appendices

Grey italic text is provided for clarification purposes only and should be deleted from the final submission.

Free Research, step 2 RF FULL PROPOSAL

Maximum 30 pages

CODE and ACRONYM

RF 26/..

Title of the project proposal

Project duration .. months

Total budget €

Requested grant €

(rounded to the nearest thousand euros)

If appropriate:

percentage of total budget %

(rounded to two decimal places)

origin / nature of own contribution

Proposed start date .. /.. /....

Earliest possible date 1 April 2027, subject to research plan, availability of personnel and resources, and any seasonal constraints.

1. IDENTIFICATION OF THE CONSORTIUM

Coordinator

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 2 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 3 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 4 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 5 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

2. HISTORY OF CHANGES

Have significant changes – based on the recommendations provided in the invitation for step 2 – been incorporated into the full proposal compared to the pre-proposal? YES/NO

Important: Any changes not stemming from prior recommendations require mandatory prior consultation with the designated scientific advisor.

Please indicate the section(s) concerned, nature of the change(s) and justification for the modification(s).

3. GENERAL INFORMATION

3.1 Description of the context

What is the problem addressed by this proposal? What are its underlying causes?

What is the state of the art, and which are the knowledge gaps this research builds upon?

3.2 Summary of the project proposal

3.3 Research questions/objectives

Formulate the main research questions and/or objectives using bullet points. These should clearly reflect the overall aim of the research. Provide the information in English and Dutch or French.

[EN]

[NL/FR]

3.4 Available scientific evidence and/or data in relation to the proposed research

Describe the existing scientific evidence relevant to the proposed research, indicating whether previous studies have yielded convincing elements that can serve as a starting point. Indicate which data and/or prior knowledge are required to carry out the research, whether these data already exist and are accessible (e.g. through databases or other sources), and how they will be obtained.

3.5 Use of results & expected impact

Specify the intended use of the results (contribution to decision-making processes, policy recommendations, risk assessments, development or improvement of procedures/services, scientific publications, etc.).

Describe in explicit terms how the expected results will support the authorities in evidence-based policymaking whether directly or indirectly and specify the anticipated contribution across short-, medium- or long-term horizons.

3.6 Scientific and technical innovation

Explain in what respect the current research proposal is scientifically and technically innovative compared to existing research. Highlight any novel methodologies, technologies, integration or concepts.

3.7 Risks, mitigation measures and compulsory notification

Describe potential risks and mitigation strategies.

Draw special attention to risks associated with the detection of notifiable animal or plant diseases or market samples analysis that could reveal any non-conformity, subject to compulsory notification.

4. SPECIFIC INFORMATION

4.1 Scientific and operational methodology

This section constitutes the core of the research proposal and must provide a comprehensive description of the research activities planned for the entire duration of the project.

The description should include following key elements:

- *Comprehensive description of the proposed research: subdivide the research into work packages (WP) and (sub)tasks, clearly explaining their objectives, content, and interrelations;*
- *Methods and technologies: describe the proposed methods/technologies, including their respective advantages, limitations, risks and possible alternative approaches;*
- *Sampling plan (if applicable);*
- *Milestones and deliverables: define the milestones and deliverables to be achieved, and link them to any potential reorientations in the research program where applicable;*
- *Chronogram: provide a detailed timeline for the research activities using the following structure:*

WP Task	Year 1				Year 2				Year 3				Year 4				Total budget per WP*
	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	
WP 1																	
T1.1.																	
T1.2.																	
...																	
WP 2																	
T2.1.																	
T2.2.																	
T2.3.																	
WP 3																	
...																	

t trimester

WP work package

T task

* Total budget per work package (staffing, operational and general costs)

4.2 Structure and organisation of the research

Provide a detailed description of how the research will be structured and organised. Indicate the distribution of tasks among the consortium partners using the table below:

WP Task	Description	Responsible institution(s)	Education level	PM
WP 1				
T1.1.				
T1.2.				
....				
WP 2				
T2.1.				
T2.2.				
T2.3.				
...				

WP work package

T task

PM person-months

4.3 Collaboration, complementarity and parallel applications

Indicate any collaboration with other partners and participation in networks that are relevant and beneficial to this research proposal. Specify whether collaboration in the frame of this project is planned, or whether complementarity with other research initiatives exists.

State whether your research proposal (or any sub-project) has been submitted to or another funding institution besides FPS Health. If so, provide project title, duration, the funding organisation, research partner(s). List the research questions and intended milestones.

Parallel funding for the same research activities is strictly prohibited. Applicants must ensure that no double funding occurs. Failure to disclose parallel applications or funding may result in ineligibility or withdrawal of the grant.

4.4 Own research and publications

Provide a summary of your (or the consortium's) current and previous research related to the research topic.

In addition, list your publications in peer-reviewed international journals from the past five years that are relevant to this field of research. For each publication, provide the full citation and DOI or link, if available.

5. GUIDANCE COMMITTEE COMPOSITION

Propose at least eight members for the Guidance Committee, which will monitor the scientific progress of the project. This committee has a scientific character; therefore, only individuals with a technical-scientific background or professional experience relevant to the proposed research should be included.

Full name	Affiliation	E-mail

6. ADMINISTRATIVE INFORMATION

6.1 Contract Signatories

Provide the name and identification details of all persons who will be required to sign the contract if the project is deemed favourable for funding.

Institution coordinator	Located at	Name representative institution coordinator	Position
.....			
		Name coordinator	Position
			
Institution promoter 2		Name representative institution promoter 2	Position
.....			
Institution promoter 3		Name representative institution promoter 3	Position
.....			
Institution promoter 4		Name representative institution promoter 4	Position
.....			
Institution promoter 5		Name representative institution promoter 5	Position
.....			

6.2 Identification and bank details of the coordinating institution

Company registration number :
IBAN :
BIC :
Name and address of the account holder :

7. BIBLIOGRAPHY



Annex 6: Application form RI pre-proposal (step 1)



This document serves as a template. Please download the word document from the online application tool CRAFT and complete it carefully. Upload your application to the designated location in CRAFT.

Important formatting requirements:

The layout of the application must remain unchanged. This includes:

Paper margins, font type and size: do not alter the predefined settings

Paragraph structure: maintain the original alignment and spacing.

No footnotes or endnotes

No appendices

Grey italic text is provided for clarification purposes only and should be deleted from the final submission.

Euphresco Transnational Call, step 1

RI PRE-PROPOSAL

Maximum 5 pages

CODE AND TITLE OF THE TRANSNATIONAL TOPIC

Title of the Belgian consortium's project proposal

Acronym

Project duration .. months

Total budget €

Requested grant €

(rounded to the nearest thousand euros)

1. IDENTIFICATION OF THE COORDINATOR

:
Last name, First name
Institution, Department :

Is this research conducted in a consortium of Belgian research institutions? YES / NO

If YES, list the promoters (name and institution).

Limit the consortium's composition to individuals who play a key role in supervising or leading the tasks assigned to the participating research groups.

2. DETAILS OF THE PROJECT PROPOSAL

2.1 Description of the context

What is the problem addressed by this proposal? What are its underlying causes? Why is this issue relevant at this moment?

2.2 Proposed transnational project outline

Please outline the transnational project approach you would propose to the future transnational research consortium in order to reach the objectives of the topic. The specific Belgian tasks are to be described under 2.3.

2.3 Research capacity

Please describe your own research capacity within the project. Which part of the proposed transnational project programme could you address? Which research questions / objectives could you address? Consequently, which work packages / tasks do you propose to address? Which infrastructure and staff (qualification, proposed number of person-months) can you deploy?

2.4 Risks, mitigation measures and compulsory notification

Describe potential risks and mitigation strategies.

Draw special attention to risks associated with the detection of notifiable animal or plant diseases or market samples analysis that could reveal any non-conformity, subject to compulsory notification.

2.5 Expertise and experience

Please describe the relevant expertise and experience that you have in the topic area.

Please list up to 5 key relevant publications per partner.



Annex 7: Application form RI full proposal (step 2)



This document serves as a template. Please download the word document from the online application tool CRAFT and complete it carefully. Upload your application to the designated location in CRAFT.

Important formatting requirements:

The layout of the application must remain unchanged. This includes:

Paper margins, font type and size: do not alter the predefined settings

Paragraph structure: maintain the original alignment and spacing.

No footnotes or endnotes

No appendices

Grey italic text is provided for clarification purposes only and should be deleted from the final submission.

The detailed full proposal in a searchable PDF format and the budgetary tables in Excel must be submitted to the Euphresco Secretariat (bgiovani@euphresco.net) and via the digital platform CRAFT.

Euphresco Transnational Call, step 2 RI FULL PROPOSAL

Maximum 30 pages

CODE and ACRONYM of the Belgian consortium's project proposal RI 26/..

Title of the Belgian consortium's project proposal

Project duration .. months

Total budget €

Requested grant €

(rounded to the nearest thousand euros)

If appropriate:

percentage of total budget %

(rounded to two decimal places)

origin / nature of own contribution

Proposed start date .. /.. /....

Earliest possible date 1 April 2027, subject to research plan, availability of personnel and resources, and any seasonal constraints.

1. IDENTIFICATION OF THE CONSORTIUM

Coordinator

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 2 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 3 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 4 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

Promoter 5 (optional)

Last name, First name :
Institution, Department :

2. GENERAL INFORMATION

2.1 Description of the context

*What is the problem addressed by this proposal? What are its underlying causes?
What is the state of the art, and which are the knowledge gaps this research builds upon?*

2.2 Summary of the project proposal

2.3 Research questions/objectives

*Formulate the main research questions and/or objectives that will be answered by the Belgian consortium using bullet points. These should clearly reflect the overall aim of the research.
Provide the information in English and Dutch or French.*

[EN]

[NL/FR]

2.4 Justification of the submission under this topic

To what extent does the research proposed by the Belgian consortium respond to (part of) the topic?

2.5 Available scientific evidence and/or data in relation to the proposed research

*Describe the existing scientific evidence relevant to the proposed research, indicating whether previous studies have yielded convincing elements that can serve as a starting point.
Indicate which data and/or prior knowledge are required to carry out the research, whether these data already exist and are accessible (e.g. through databases or other sources), and how they will be obtained.*

2.6 Use of results and expected impact

Specify the intended use of the results (contribution to decision-making processes, policy recommendations, risk assessments, development or improvement of procedures/services, scientific publications, etc.).

Describe in explicit terms how the expected results will support the authorities in evidence-based policymaking whether directly or indirectly and specify the anticipated contribution across short-, medium- or long-term horizons.

2.7 Scientific and technical innovation

Explain in what respect the current research proposal is scientifically and technically innovative compared to existing research. Highlight any novel methodologies, technologies, integration or concepts.

2.8 Risks, mitigation measures and compulsory notification

Describe potential risks and mitigation strategies.

Draw special attention to risks associated with the detection of notifiable animal or plant diseases or market samples analysis that could reveal any non-conformity, subject to compulsory notification.

3. SPECIFIC INFORMATION

3.1 Scientific and operational methodology

This section constitutes the core of the research proposal and must provide a comprehensive description of the research activities planned for the entire duration of the project.

The description should include following key elements:

- *Comprehensive description of the proposed research: subdivide the research into work packages (WP) and (sub)tasks, clearly explaining their objectives, content, and interrelations;*
- *Methods and technologies: describe the proposed methods/technologies, including their respective advantages, limitations, risks and possible alternative approaches;*
- *Sampling plan (if applicable);*
- *Milestones and deliverables: define the milestones and deliverables to be achieved, and link them to any potential reorientations in the research program where applicable;*
- *Chronogram: provide a detailed timeline for the research activities using the following structure:*

	Year 1				Year 2				Year 3				Year 4				Total budget per WP*
WP Task	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	t1	t2	t3	t4	
WP 1																	
T1.1.																	
T1.2.																	
...																	
WP 2																	
T2.1.																	
T2.2.																	
T2.3.																	
WP 3																	
...																	

t trimester

WP work package

T task

* Total budget per work package (staffing, operational and general costs)

3.2 Structure and organisation of the research

Provide a detailed description of how the research will be structured and organised. Indicate the distribution of tasks among the consortium partners using the table below:

WP Task	Description	Responsible institution(s)	Education level	PM
WP 1				
T1.1.				
T1.2.				
....				
WP 2				
T2.1.				
T2.2.				
T2.3.				
...				

WP work package

T task

PM person-months

3.3 Collaboration, complementarity, and parallel applications

Indicate any collaboration with other partners and participation in networks that are relevant and beneficial to this research proposal, apart from the transnational collaboration foreseen for this topic. Specify whether collaboration in the frame of this project is planned, or whether complementarity with other research initiatives exists.

State whether your research proposal (or any sub-project) has been submitted to or another funding institution besides FPS Health. If so, provide project title, duration, the funding organisation, research partner(s). List the research questions and intended milestones.

Parallel funding for the same research activities is strictly prohibited. Applicants must ensure that no double funding occurs. Failure to disclose parallel applications or funding may result in ineligibility or withdrawal of the grant.

3.4 Own research and publications

Provide a summary of your (or the consortium's) current and previous research related to the research topic.

In addition, list your publications in peer-reviewed international journals from the past five years that are relevant to this field of research. For each publication, provide the full citation and DOI or link, if available.

4. ADMINISTRATIVE INFORMATION

4.1 Contract Signatories

Provide the name and identification details of all persons who will be required to sign the contract if the project is deemed favourable for funding.

Institution coordinator	Located at	Name representative institution coordinator	Position
.....			
		Name coordinator	Position
			
Institution promoter 2		Name representative institution promoter 2	Position
.....			
Institution promoter 3		Name representative institution promoter 3	Position
.....			
Institution promoter 4		Name representative institution promoter 4	Position
.....			
Institution promoter 5		Name representative institution promoter 5	Position
.....			

4.2 Identification and bank details of the coordinating institution

Company registration number :
IBAN :
BIC :
Name and address of the account holder :

5. BIBLIOGRAPHY

6. COORDINATORS DECLARATION

I declare that I have read the terms and conditions relating to applications for funding and that the information given in this application is complete and correct.

All the applicants involved in the research proposal have their statutory base in Belgium.

I consent to the information included in this form being stored electronically and used to process my application for a research contract with the funding organisation. I consent to the information being sent to the Topic Coordinator and other research funders.

I acknowledge:

- that names, addresses and other details may be kept in a database and used in order to communicate information amongst the Euphresco funding organisations;
- that the work is anticipated to fall within the maximum total funds available (whilst recognising value for money as a key evaluation criterion);
- the coordinating role of the transnational funding consortia and the Euphresco network throughout the selection process and duration of research projects which will be selected for funding.

I have been authorised by the other participants in this proposal (if any) to submit this application on their behalf.



Annex 8: Template budgetary tables

Excel form to be added to the detailed RT, RF or RI project proposal in phase 2.

Budgetary overview

Type of cost	<i>[Identification Coordinator]</i>	<i>[Identification Promoter 2]</i>	<i>[Identification Promoter 3]</i>	<i>[Identification Promoter 4]</i>	Total per item
Staffing	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0
Operational	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0
General	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0
Total per partner	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0
Own contribution	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0
% own contribution					
FPS Grant	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0	€ 0
% FPS Grant					

Detailed budgetary information

4.1. Staffing costs						€ 0
		year	seniority in years	number of person- months	budget in euros	
4.1.1.	<u>Lab of X (Affiliation)</u>					<u>0</u>
4.1.1.1.	N. qualification	2026	0	3	...	
		2027	1	12	...	
						
4.1.1.2.	N. qualification	2026	4	1	...	
		2027	5	9	...	
		...		...		
4.1.2.	<u>Lab of Y (Affiliation)</u>					<u>0</u>
4.1.2.1.	N. qualification	2026	4	3	...	
		2027	5	12	...	
		...		...	...	
4.1.2.3.	N. qualification	2026	4	1	...	
		2027	5	9	...	
		...	...	...	...	
4.2. Operational costs						€ 0
4.2.1.	<u>Lab of X (Affiliation)</u>					<u>0</u>
4.2.1.1.	Standard operational costs (flat- rate)				...	
4.2.1.2.	Specific operational costs				0	
4.2.1.2.1.	<i>e.g. Reagents for PCR</i>			...		
4.2.1.2.2.	<i>e.g. Serology</i>			...		

4.2.1.2.3.	...	...	
...			
4.2.2.	<u>Lab of Y (Affiliation)</u>		<u>0</u>
4.2.2.1.	Standard operational costs (flat-rate)	...	
4.2.2.2.	Specific operational costs	0	
4.2.2.2.1.	<i>e.g. Purchase of pigs</i>	...	
4.2.2.2.2.	<i>e.g. Cell-cultures</i>	...	
4.2.2.2.3.	...	...	
...			
4.3.	General costs		€ 0
4.3.1.	<u>Lab of X (Affiliation)</u>		<u>0</u>
4.3.1.1.	Overheads (flat-rate)	...	
4.3.2.	<u>Lab of Y (Affiliation)</u>		<u>0</u>
4.3.2.1.	Overheads (flat-rate)	...	
Indicate own contributions with *			
TOTAL			€ 0

Copyright:

Gerard Koudenburg - 123rf.com

Lightfieldstudiosv - 123rf.com

Oleg Doroshin -123rf.com



Santé publique
Sécurité de la Chaîne alimentaire
Environnement

DG Animaux, Végétaux et Alimentation – Cellule Recherche contractuelle

Mail : recherche.contractuelle@health.fgov.be

<https://www.health.belgium.be/fr/professionnels/chercheurs/recherche-contractuelle>

Ed. Resp. : Dirk Ramaekers, Avenue Galilée 5/2, 1210 Bruxelles